

# La lettre

## de l'Institut François Mitterrand

Publication trimestrielle

N° 38 - Décembre 2011

# L'éditorial

Par Hubert Védrine

Nous avons appris avec émotion le décès, le 22 novembre, de Danielle Mitterrand et salué aussitôt par un communiqué le courage de cette grande dame.

« La Lettre » consacrera un numéro spécial à sa vie, ses idées, son combat et publiera notamment les discours très émouvants prononcés le 26 novembre à Cluny par le secrétaire général de la Fondation France Libertés, et par Gilbert Mitterrand.

\*  
\* \*

Nos lecteurs trouveront dans ce numéro de la « Lettre » :

D'abord la mise au point de Gilles Ménage, approuvée par Jean-Louis Bianco, Secrétaire général de l'Élysée au moment des faits, sur les événements de la grotte d'Ouvéa en 1988, suite à la présentation biaisée par le capitaine Legorjus de la position de François Mitterrand durant ce drame par un film récent. Ce texte extrêmement précis est, je crois, irréfutable.

Un article de Paul Chaput, lauréat du prix master de l'IFM, pour une thèse remarquable sur l'IDS, l'Initiative de Défense Stratégique, dite « guerre des étoiles » sur l'opportunité et la faisabilité de laquelle les présidents Mitterrand et Reagan s'étaient opposés dans les années 1983/1988. C'est le plus remarquable travail en français sur cette grande controverse stratégique, toujours d'actualité à travers la question du « bouclier » et des systèmes de défense anti-missile, et beaucoup trop peu étudiée par les chercheurs.

Deux études historiques d'un grand intérêt :

- Celle d'une chercheuse italienne, Valentine Lomellini, sur le PS et la dissidence dans les pays de l'Est dans les années soixante-dix.
- Un article d'une chercheuse française, Judith Bonnin, sur le PS, François Mitterrand, et la révolution cubaine.

Enfin, deux textes émouvants :

- L'un sur Émile Biasini dont le rôle, parfois minimisé, dans l'aventure de la Pyramide, fut essentiel.
- L'autre de Michèle Cotta qui rend un hommage juste et sensible à notre ami Georges Fillioud.

*La Lettre* est éditée  
par l'Institut François Mitterrand  
33 rue du Faubourg Saint-Antoine -75011 Paris  
Tél : 01 44 54 53 93  
Fax : 01 44 54 53 99  
Courriel : [ifm@mitterrand.org](mailto:ifm@mitterrand.org)  
Site : [www.mitterrand.org](http://www.mitterrand.org)

REVUE TRIMESTRIELLE

Directeur de la publication :  
Hubert Védrine  
Secrétaire de rédaction :  
Mathieu Monot

Imprimerie centrale de Bordeaux

**Sommaire :** Communiqué sur le décès de Danielle Mitterrand (p.2) - François Mitterrand et l'initiative de défense stratégique, par Paul Chaput (p. 3) - Le Parti socialiste et la dissidence de l'Est : entre soutien idéaliste et stratégie politique, par Valentine Lomellini (p. 8) - Le Parti socialiste, François Mitterrand, et l'« expérience cubaine », par Judith Bonnin (p. 11) - Convictions et responsabilité, Retour sur les événements de Nouvelle-Calédonie, par Gilles Ménage (p. 14) - Hommage à Georges Fillioud, par Michèle Cotta (p. 21) - Hommage à Emile Biasini (p. 23).



# Décès de Danielle Mitterrand

L'Institut François Mitterrand a appris avec une très grande tristesse le décès de Danielle Mitterrand.

Femme engagée dès sa jeunesse dans la Résistance, elle a poursuivi tout au long de sa vie de nombreux combats pour la justice et contre la pauvreté dans le tiers monde. C'était le sens et la mission de la Fondation France-Libertés qu'elle a créée en 1986 et pour laquelle, depuis 25 ans, elle mena personnellement d'incessants combats, parcourant le monde au service des autres sans ménager son temps ni ses forces.

Aux côtés de François Mitterrand, elle partagea tous ses combats politiques et ses épreuves jusqu'à la victoire de mai 1981 et pendant les deux septennats qui suivirent.

Femme de conviction et de ténacité, elle a montré par son engagement au service des autres le sens profond de ses idéaux de gauche qui furent, pour elle, ceux de toute une vie. L'Institut François Mitterrand salue la mémoire de cette femme courageuse.

Les membres du Conseil d'administration de l'Institut François Mitterrand et tous ses collaborateurs présentent à sa famille leurs condoléances attristées les plus sincères.



Danielle Mitterrand fait visiter la fondation France-Libertés à son mari, le 10 mai 1989.

## François Mitterrand et l'initiative de défense stratégique

Par Paul CHAPUT

*Lauréat du prix Master de l'IFM*

Dans l'histoire diplomatique du premier septennat présidentiel de François Mitterrand, existe une page dont l'importance est manifeste mais qui, curieusement, n'a que rarement été mise en lumière par l'historiographie française. Il s'agit du travail de réflexion de la France, suivi du positionnement politique, et enfin de la contre-proposition pragmatique, qui découlent de l'irruption retentissante, dans le jeu des grandes puissances, de l'Initiative de Défense Stratégique (IDS). Ce projet de défense américain est resté sans doute plus fameux dans les mémoires pour son surnom de « guerre des étoiles » et par le poids inchangé, dans l'inconscient collectif, des images de lasers spatiaux interceptant des missiles soviétiques, que pour l'effervescence considérable qu'il provoqua dans les milieux gouvernementaux, stratégiques ou scientifiques. L'IDS a pourtant représenté pour la France un temps fort diplomatique au milieu des années 1980 et a conduit un Mitterrand très concerné par cette problématique, non seulement à faire le choix mûri d'un non-alignement politique, mais aussi à impulser un large mouvement européen devant conduire à la création rapide d'une initiative se voulant être une réponse concrète aux défis technologiques, et incontournables, impliqués par l'IDS : cette initiative, c'est le programme EUREKA. L'examen de cet épisode, dont nous allons retracer ici les grandes phases, révèle ainsi une intéressante illustration de pragmatisme mitterrandien sur un sujet complexe, car lourds d'enjeux pour la France, et non unidimensionnel (l'IDS embrasse en effet aussi bien un volet militaire qu'industriel, technologique, économique, ou diplomatique).

Le 23 mars 1983, le Président américain Ronald Reagan annonce la mise en oeuvre de nouvelles mesures relatives à la protection du territoire des États-Unis. Ce discours est pour Reagan l'occasion d'exposer ses convictions profondes (avec un fort volet moral) sur la défense de son pays, qu'il juge ne plus devoir reposer sur l'équilibre de la terreur instauré, de fait, par la menace nucléaire permanente partagée entre les États-Unis et l'URSS. Il affiche son désir d'atteindre une paix mondiale définitive, et envisage pour y parvenir la remise en cause de la doctrine de la destruction mutuelle assurée (MAD). Pour ce faire, il annonce son intention de lancer un

vaste programme de recherche et de développement (R&D) dans le domaine de la défense stratégique. Il s'agit de contrecarrer la menace nucléaire soviétique par des mesures défensives, qui réduiront spectaculairement la vulnérabilité du sol américain. Les avancées technologiques dans ce domaine, que le Président juge crédibles, justifient la mise en oeuvre d'un large effort scientifique dont l'objectif serait ainsi de permettre aux Américains de détecter, d'intercepter et de détruire tout missile balistique intercontinental mis à feu par l'URSS avant que ceux-ci n'atteignent leurs cibles. Il s'agit, en d'autres termes, de mettre les États-Unis à l'abri des possibles attaques balistiques de l'URSS, par la constitution d'un système de défense officiant comme une sorte de bouclier. Plus important encore, la rhétorique reaganienne pose d'emblée comme nouvelle frontière à atteindre le dépassement du nucléaire. L'idée de Reagan est en effet de rendre impotentes et obsolètes les armes nucléaires, rendues précisément inefficaces et inutiles grâce aux nouvelles technologies défensives qu'il souhaite promouvoir. Cette philosophie entend donc développer des technologies permettant d'en finir avec l'arme nucléaire (le glaive) grâce à un dispositif défensif de très grande envergure (le bouclier), et de substituer à la MAD une doctrine moralement plus acceptable : la Survie Mutuelle Assurée.

Il faudra attendre janvier 1984 pour que l'Initiative de Défense Stratégique soit officiellement lancée, avec la création d'une SDIO (Strategic Defense Initiative Organisation) dont la direction est confiée au général Abrahamson. Sur un considérable budget prévisionnel de 26 milliards de dollars – pour une période de dix ans environ –, la SDIO coordonne les recherches sur les technologies défensives autour de cinq grands programmes axés sur les domaines de détection, d'informatique, de communication, des armes à énergie cinétique (Kinetic Energy Weapons, KEW) et des armes à énergie dirigée (Directed Energy Weapons, DEW). Ces fameuses armes futuristes, qui rassemblent notamment d'un côté des canons électromagnétiques ou des intercepteurs autoguidés non nucléaires, et de l'autre des lasers ou des faisceaux de particules, sont les composantes-clés d'un système théorique de défense antimissile multicouches qui, du sol jusque dans l'espace et grâce à un réseau opérationnel de communication et de détection (radars, satellites), doit être capable de parer à toute attaque balistique soviétique, quel que soit le stade

de la trajectoire de ces vecteurs mirvés. Ces armes nouvelles, visant à la péremption de l'atome militaire, vaudront à l'IDS son surnom de guerre des étoiles.

Dès le lendemain du discours, la controverse éclate. Les médias occidentaux (américains comme alliés) se montrent critiques et déconcertés par cette soudaine lubie de Reagan, qu'ils jugent inutilement aventureuse, fondée sur des technologies incertaines. Mais aussi destabilisante, pour l'équilibre stratégique fondé sur l'acceptation mutuelle de la vulnérabilité, pour le traditionnel couplage défensif – le fameux « parapluie nucléaire » américain – et pour la cohésion du bloc atlantique. Même si Reagan affirme que les Alliés bénéficieront de cette défense antimissile (ABM), les opinions publiques ouest-européennes, particulièrement en RFA, craignent un repli des Américains sur eux-mêmes grâce à leur bouclier. Cette crainte est d'autant plus prégnante que la nouvelle vision stratégique de Reagan intervient en pleine crise des euromissiles, qui domine alors largement et prioritairement les débats et les réflexions en Europe.

Problématique pour la cohésion de l'OTAN, l'IDS l'est encore plus pour une puissance nucléaire alliée comme la France. La rhétorique reaganienne met en effet directement en cause la viabilité de l'arme nucléaire. La France, dont la force de dissuasion nucléaire est un facteur d'indépendance nationale, ainsi que la structure même de sa politique de défense extérieure, considère tout naturellement les différents niveaux du projet de Reagan avec un regard des plus appliqués : en quoi les éventuelles technologies défensives spatiales influent-elles sur la dissuasion française ? Tel est le problème. En sa qualité de chef des armées, porteur du nucléaire, le Président de la République François Mitterrand voue logiquement à cette problématique une attention toute particulière, et qui découle entièrement de l'impact négatif que peut avoir, sur le volet doctrinal comme sur le volet matériel, la mise en exergue des défenses antimissiles sur la dissuasion.

Il faut, à cette fin, rappeler que la France a cultivé sa spécificité nucléaire sur le principe de la suffisance et sur l'usage strictement défensif de l'atome. La France recherche l'acquisition d'un arsenal nucléaire raisonnablement suffisant pour exercer une dissuasion crédible, qui, dans cette conception, se dispense donc de défenses antimissiles. Si la France choisit de se passer de défenses ABM, celles-ci ne sont cependant pas contradictoires avec la dissuasion nucléaire : selon le cadre doctrinal et l'affichage politique, la dissuasion peut tout à fait combiner un volet offensif et défensif. Dans la conception tactique

de la dissuasion par les superpuissances américaine et soviétique, la composante défensive a été considérée avec soin depuis les années 1950. Le traité ABM de 1972 entérine d'ailleurs la possibilité pour les deux Grands de se doter d'un dispositif circonscrit de défenses antimissiles. Il faut donc bien comprendre que les défenses ABM ne sont pas en soi porteuses de la fin de la dissuasion : c'est la rhétorique de Reagan, qui veut périmer, désinventer, l'arme nucléaire grâce à un système de défense, qui crée cette contradiction. En outre, derrière la particularité de posture française, il y a aussi le fait que le pays s'est toujours montré soucieux des questions de régulation des arsenaux nucléaires, et de désarmement – or, jusqu'à ces nouveaux armements étudiés par la SDIO (les KEW et les DEW), les intercepteurs balistiques étaient à charge nucléaire, ce qui entraînait donc en contradiction totale avec la théorisation française. S'étant d'abord opposé à la politique nucléaire gaullienne, Mitterrand enclenchera dès les années 1970 le ralliement du Parti socialiste autour des options stratégiques offertes par une dissuasion qui est totalement assimilée par les responsables de gauche à leur arrivée au pouvoir en 1981. L'irruption du discours de Reagan est donc considérée par la tête de l'Etat avec le plus grand sérieux.

Dès mars 1983, Mitterrand demande personnellement à son conseiller diplomatique, Hubert Védrine, de suivre le dossier et d'évaluer, à l'aide d'experts de tous bords, si le dessein reaganien est techniquement faisable. C'est l'interrogation centrale, fondamentale, puisque de sa réponse dépend aussi bien la crédibilité que la viabilité pure et simple de la dissuasion française. Parallèlement, les services compétents du ministère de la Défense se saisissent de la question (en 1984, la DGA chargera l'industriel français Aérospatiale, qui s'associera à la Compagnie Générale de l'Electricité, d'étudier les composantes techniques de l'IDS). « Ni approbation, ni critique » (Védrine), tel est le credo au sommet de l'Etat, guidé par la prudence, durant cette phase de renseignement. Par souci de concision, disons que l'administration française doute dans son ensemble de la solidité et de la crédibilité du projet tel qu'il est conçu par Reagan. Elle estime improbable le dimensionnement continental du bouclier, qui, s'il devait exister, reposerait plutôt sur un maillage orbital planétaire, posté en permanence au-dessus des sites soviétiques sensibles – ce qui pose le problème de la détection des sous-marins. Plus encore, il faudrait que l'ensemble des composantes techniques de cette défense théorique gagne, subitement, des ordres de grandeur décimaux. Pour être crédible, l'IDS se devrait d'enregistrer des avancées incommensurables, par exemple aussi bien dans la conception des DEW,

en l'état très immatures (les KEW sont plus prises au sérieux par les techniciens français), que dans le développement de l'informatique nécessaire à la conduite de la bataille. Un tel système de défense, que l'URSS pourrait aisément déjouer grâce à de simples contre-mesures, serait un gouffre financier sans fin, et, à supposer que les armes de défense soient satellisables au bout de nombreuses années, ne pourrait jamais être testé en taille et situations réelles. Ce n'est qu'au bord du gouffre que les Etats-Unis découvriront si leur défense ABM est fiable ou non. Un argument statistique imparable enfonce définitivement le clou : il existera toujours un risque, infinitésimal soit-il, que le maillage défensif, même étanche et efficace à 99%, laisse filtrer ne serait-ce que deux ou trois bombes thermonucléaires. Or, celles-ci seront capables de détruire des villes entières et d'anéantir des millions de personnes. Quel Président confierait exclusivement la sécurité de son pays à un système de défense aussi statistiquement vulnérable ? Bref, le dessein de Reagan de remplacer la dissuasion nucléaire par un système de sécurité fondé sur les ABM paraît dans le court et moyen terme peu réaliste et hasardeux. Contre cela, la France aura à coeur de réaffirmer la pertinence et la crédibilité de la dissuasion.

Mitterrand entend ces conclusions, mais il entend aussi son conseiller Jacques Attali, croyant en la caducité de l'atome, et Marie-France Garaud, fascinée par les enjeux de la militarisation de l'espace. Lui-même est sensible à ces technologies futuristes et surtout à leurs applications envisageables à l'échelle européenne. Européaniste convaincu, il semble voir dans ces technologies un possible terreau de coopération, notamment avec l'Allemagne, sur des questions de défense. De fait, sa position est pendant plusieurs mois celle d'un écartèlement, avec d'une part un réquisitoire contre le déploiement des armes spatiales en septembre 1983 à l'ONU (avec des propositions concrètes), et d'autre part, le discours de La Haye (7 février 1984) où le Président évoque les possibilités d'organiser une sécurité européenne dans le domaine spatial, et la nécessité de « porter le regard au-delà du nucléaire ». Les choses se clarifient lorsqu'il donne son accord à Vétrine à la constitution d'un texte reprenant concrètement les propositions qu'il avait tenues devant l'ONU sur la prévention de la course aux armements dans l'espace. Ce texte, contenant des dispositions très strictes, est déposé le 13 juin 1984 à la Conférence de Genève, et marque officiellement le positionnement de la France contre le déploiement des défenses spatiales. Les hésitations présidentielles ne s'achèvent pas pour autant ; mais début 1985, ayant considéré pendant environ deux ans cette problématique, Mitterrand adoptera lui-même une posture sans équivoque au sujet de l'IDS,

nette, ferme, hostile. Il souscrit également à l'idée que la stratégie dissuasive de la France peut être consolidée et non remplacée par les dispositifs spatiaux (cf. le lancement du programme de surveillance satellite militaire Syracuse en 1984).

Cette clarification intervient au moment où les Américains commencent à approcher les capitales européennes et à parler ouvertement d'une participation des Alliés aux recherches de l'IDS. Le 26 mars 1985, le Secrétaire à la Défense Weinberger dévoile une lettre-circulaire laissant aux Alliés 60 jours pour se prononcer sur leur participation au programme. Cet ultimatum choque Mitterrand. Souscrire à l'IDS dans ces termes reviendrait à cautionner la stratégie qu'elle sous-tend. Pour l'Elysée, cette démarche américaine répond moins à une nécessité technologique qu'à une volonté d'association équivalant, de la part des Alliés, à une souscription politique du concept stratégique de l'IDS. Or, les Français savent que Reagan a l'intention de faire du prochain sommet du G7 à Bonn, en mai 1985, une tribune multilatérale en faveur d'un soutien à l'IDS. L'Elysée se prépare à un bras de fer et élabore dans le plus grand secret un contre-texte voué à empêcher la promulgation, à Bonn, d'un communiqué d'approbation alliée. La France ne peut contester le principe des recherches sur les ABM puisque le traité de 1972 ne les interdit pas ; elle réclame en fait que l'éventuel déploiement soit profondément négocié et encadré, et que le système de sécurité continue de reposer sur la dissuasion. Le 2 mai 1985, à Bonn, Mitterrand expose à Reagan ses réserves sur l'IDS et rejette sans ambiguïté une participation gouvernementale de son pays aux recherches dont il estime qu'elles ne seront jamais que de la sous-traitance. Cette fermeté a alors valeur de fier isolement. Mitterrand la tiendra sans fléchir, malgré les critiques de l'opposition, et malgré le gouvernement de cohabitation. En outre, son hostilité au concept stratégique n'est pas synonyme d'hostilité à la participation des industriels français aux recherches technologiques, qui ne peuvent être que profitables, d'autant qu'elles seront vraisemblablement limitées. Il laisse à ses industriels la responsabilité de s'engager ou non dans la coopération avec la SDIO. Matra, présidé par Jean-Luc Lagardère, n'avait d'ailleurs pas attendu l'affichage de cette position.

Ainsi la France, malgré les tensions et les difficultés, se bat-elle pour la « paix des étoiles ».

Mais la diplomatie mitterrandienne n'en reste pas là. Du côté des industriels français comme de l'Elysée, il y a la prise de conscience que l'injection massive d'un budget de 26 milliards de dollars dans la R&D américaine va nécessairement entraîner des avancées

et des résultats concrets. Son concept stratégique mis à part, l'IDS va permettre aux Etats-Unis d'enregistrer un gigantesque bond en avant dans toutes sortes de domaines technologiques (informatique, électronique, matériels nouveaux, etc). La conséquence la plus problématique, c'est un très fort risque de décamponnage de l'industrie européenne, asphyxiée et marginalisée dans la compétition mondiale.

Mitterrand est très sensible à la cause technologique européenne (cf. son discours du 24 mai 1984 à Strasbourg où il affirme la nécessité de bâtir une Europe des hautes technologies). Dès 1981, les socialistes sont à l'origine de plusieurs initiatives dans ce sens, dans une optique de partenariats inter-étatiques sur la haute technologie. La CEE répond aussi à ce mouvement en démontrant depuis la fin des années 1970 un indéniable sens de l'initiative coopérative dans plusieurs domaines. Les responsables français recherchent une uniformité et une univocité communautaires sur ces questions, qui permettraient la création d'un véritable espace européen de l'industrie et de la recherche. En ce sens, l'IDS va être pour la France un élément déclencheur. L'enjeu technologique qu'elle implique commande une réaction européenne, dont les services français estiment qu'elle est la véritable réponse au défi soulevé par le projet reaganien. En février 1985, Védrine et Attali, doutant lui-même de la faisabilité de l'IDS, commencent à réfléchir à une initiative qui se voudrait être une réponse européenne et concrète aux questions technologiques soulevées par l'IDS, sur un terrain civil et non militaire (puisque la France ne croit pas en la faisabilité de l'IDS, l'initiative naissante ne se veut en aucun cas une réplique de celle-ci). Approuvée par Mitterrand, Attali lance l'idée d'une Initiative de sécurité européenne, projet de programme de R&D sur les grandes technologies, qui se rebaptise rapidement EUREKA (pour Agence de la Coordination de la Recherche Européenne). Il y a un véritable travail commun, à l'Élysée entre les conseillers présidentiels et des collaborateurs actifs (Yves Stourdzé, Pierre Morel), comme dans les services ministériels compétents, pour donner corps à l'idée. Celui-ci aboutit à un EUREKA clairement entendu comme une alternative européen-centrée à l'IDS, se traduisant par une institution légère et peu contraignante qui promouvrait de grandes coopérations industrielles européennes, à géométrie variable, sur certains secteurs-clés de l'avenir. Cette élaboration, très rapide (un mois !), découle aussi beaucoup de l'urgence à mettre sur pied une contre-proposition à vocation européenne, avant que les partenaires de la France ne s'engagent (ou ne se sentent contraints de s'engager) sur une offre de participation américaine à l'IDS que l'on sait imminente.

Écluse dans les hautes sphères de l'administration française, l'initiative s'ouvre alors, s'europanise. La RFA, informée, s'en enthousiasme. Néanmoins, l'officialisation de l'offre de participation américaine place le pays dans une position d'écartèlement entre la proposition d'un allié américain sur qui la défense nationale repose, et l'initiative de l'ami français. Les relations franco-allemandes entre Mitterrand et Helmut Kohl (favorable à une participation à l'IDS) s'en trouvent fragilisées et il faut toute la complémentarité du tandem diplomatique Roland Dumas – Hans Dietrich Genscher (totalement hostile à l'IDS) pour asseoir l'importance d'EUREKA indépendamment de l'IDS. Le 17 avril 1985, Mitterrand officialise la création de l'initiative française, qui va être soumise aux partenaires européens, Commission comprise. On cherche à faire d'EUREKA une action communautaire spécifique, c'est-à-dire jouant le jeu de la CEE mais également bien plus souple que si elle y était totalement rattachée – ce qui permettrait le ralliement d'Etats européens non membres de la Communauté. L'administration française prendra soin d'ôter toute ambiguïté quant à la nature du programme, qui ne se veut en aucun cas concurrencer l'IDS. Cette dynamique diplomatique consistant à informer et associer les partenaires européens, avec les modulations et les avancées impliquées (sur le financement, sur les projets concrets, sur l'administration, etc) qu'il serait trop long d'évoquer ici, se traduit par une incontestable réussite pour la France et pour l'Europe. 17 pays réunis (plus la Commission), de très nombreux projets de partenariats industriels, une importante visibilité médiatique, une organisation qui s'affirme... EUREKA est alors le projet de coopération européenne le plus rapidement façonné de toute l'Histoire de la CEE. Derrière l'Europe de la Technologie, se lisent en filigrane les avancées économiques et politiques majeures qui marqueront l'Europe jusqu'au Traité de Maastricht.

Avant que d'autres États européens ne la suivent à la fin de l'année 1985 dans sa posture, la France de François Mitterrand fut le seul pays ayant la stature et l'indépendance suffisantes pour se permettre de refuser de souscrire aux recherches que l'administration américaine proposait à ses alliés, et par là, de cautionner ce projet dans lequel elle ne croit pas, ce rêve américain – dépasser le nucléaire – né le 23 mars 1983, venant s'inscrire dans un contexte de Guerre froide très tendu, et bouleversant les stratégies sur lesquelles reposait la paix mondiale pour n'offrir en contrepartie qu'incertitudes et inquiétudes. Mitterrand aura, dans le même temps, agi de telle sorte que l'Europe relève pleinement le défi technologique de fond, avec un sens du pragmatisme et de l'europanisme sachant tirer parti de facteurs contextuels favorables.

# 5<sup>e</sup>

prix master  
de l'Institut  
François  
Mitterrand

En 2012, l'Institut François Mitterrand récompensera pour la cinquième année consécutive une étudiante ou un étudiant de première ou deuxième année de master dont le mémoire traite, directement ou indirectement, de l'action politique de François Mitterrand.

Le dossier de candidature, disponible sur le site internet [www.mitterrand.org](http://www.mitterrand.org), est à retourner à l'Institut au plus tard le 24 décembre 2011.

Néanmoins, une dérogation exceptionnelle sera accordée aux lecteurs de *La Lettre* qui souhaiteraient recommander un mémoire universitaire au cours du premier trimestre 2011.

Pour le prix 2011-2012, le comité de lecture sera composé des personnalités suivantes : Jean- Pierre Azéma, Dominique Bertinotti, Serge Berstein, Jean- Claude Colliard, Jean Musitelli.

## En Librairie depuis novembre 2011 :

### La Banque de France et l'Etat

*De Giscard à Mitterrand :*

*Enjeux de pouvoir ou résurgence du mur d'argent ? (1978-1984)*

Qu'est-ce que le mur d'argent ? Un mythe ou une réalité ? Cette expression, prêtée à Edouard Herriot, a longtemps désigné l'opposition des milieux financiers à la réussite d'un gouvernement de gauche, particulièrement s'agissant des expériences du Cartel des gauches (1924-26) ou du Front populaire (1936-37). Ce livre se propose de revisiter cette problématique dans le contexte historique du retour, inédit sous la Ve République, de la gauche française au pouvoir en mai 1981. Analysant les figures modernes du mur de l'argent, une attention toute particulière est portée au rôle de la Banque de France, chargée de la mise en œuvre de la politique monétaire. Est-elle, comme elle le fut jadis, la figure de proue de l'opposition des milieux financiers ? Plus largement, c'est donc des rapports entre la banque centrale et la puissance tutélaire de l'État dont il sera question. Replacée dans la main de l'État par le Front populaire, nationalisée à la Libération, l'Institut d'émission apparaît en ce tournant des années 1980 comme plus que jamais intégré dans la sphère publique. Entre tutelle statutaire et désir d'autonomie, alors même que l'économie française est, dès avant 1981, secouée par une conjoncture défavorable qui met au jour l'étendue de ses faiblesses, comment la Banque de France parvient-elle à faire entendre sa voix et influencer les décisions gouvernementales ? En ces quelques années se jouent la réforme d'un système économique et l'avenir de ces institutions.



Par VINCENT DUCHAUSSOY  
Lauréat du Prix de l'Institut 2010

## Le Parti socialiste et la dissidence de l'Est : entre soutien idéaliste et stratégie politique

Par **Valentine LOMELLINI**

*Université de Padoue*

L'invasion des chars d'assaut du Pacte de Varsovie à Prague, en août 1968, interrompit avec violence l'expérience du « printemps de Prague » – inauguré par le Secrétaire du Parti Communiste tchécoslovaque Alexander Dubček – tendant à donner au socialisme « un visage humain ». Dès lors, la question de la violation des droits de l'homme dans les régimes communistes attira l'attention de l'opinion publique du bloc occidental<sup>1</sup>. Au cours des années 1970, l'expulsion de l'URSS d'importants dissidents (comme Solženitsyn et Bukovskij) et l'émergence d'un « monde de la dissidence » à l'Est contribuèrent à modeler l'image du communisme dans le bloc occidental.

En France, la question de la dissidence des régimes du bloc soviétique devint en peu de temps un argument de politique interne. Cette question de la dissidence impliquait pour toutes les forces politiques françaises de revoir leur discours quant aux rapports gouvernementaux entre la France et l'Union soviétique jusqu'à la relation particulière qui liait le Parti Communiste au Kremlin. Le soutien aux dissidents devint partie intégrante d'une stratégie politique mais aussi un engagement moral impératif de la part des promoteurs d'une démocratie qui savait conjuguer socialisme et liberté.

Le bref article présenté ici, fait partie d'une étude bien plus ample comparant les politiques de la Gauche italienne et française envers la dissidence des régimes socialistes de 1968 à 1981. Il traitera des rapports entre le Parti Socialiste de François Mitterrand et la dissidence dans les Pays de l'Est<sup>2</sup>. Deux aspects sont à souligner.

Déjà à partir du début des années 1970, le PS de François Mitterrand constitua un point de référence

---

<sup>1</sup> Verdès-Leroux Jeannine, *Le réveil des somnambules. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1981)*, Fayard, Paris, 1987.

<sup>2</sup> La partie italienne de la recherche a été publiée dans la monographie: *L'appuntamento mancato. La sinistra italiana e il Dissenso nei regimi comunisti, 1968-1989*, Le Monnier, Firenze, 2010.

indispensable pour la dissidence du bloc soviétique, et, notamment pour celle d'orientation socialiste. La politique du PS de soutien à la dissidence n'empêcha pas l'union de la Gauche de se concrétiser, et – vice versa – l'alliance avec les communistes ne mit pas au second plan le dialogue avec les opposants dans les pays de l'Est.

Cela permit au PS, après la rupture de l'union de la Gauche en 1977 – et c'est le second point à souligner – de pouvoir utiliser dans sa propre stratégie la question de la dissidence pour dénoncer les contradictions de son ex-allié, le Parti Communiste de Georges Marchais.

Le peu de pages dédiées à cette contribution ne permet pas de traiter ce sujet de manière systématique : je me limiterai donc à affronter brièvement les deux cas qui – à mon avis – semblent illustrer le mieux ces aspects dans le cadre des relations entre le PS et la dissidence à partir des années 60 jusqu'à la fin des années 1970.

La désignation de François Mitterrand comme premier secrétaire du Parti Socialiste coïncide avec la période où la Tchécoslovaquie connut la « normalisation » après la brève saison du Printemps de Prague. Le thème de la répression dans le pays qui avait tenté en premier d'instaurer un « socialisme à visage humain » ne pouvait donc qu'être au centre de la réflexion du PS : l'adoption imminente d'un programme commun de gouvernement<sup>3</sup>, plate-forme d'action commune entre socialistes et communistes, rendait le thème de la répression en Tchécoslovaquie particulièrement d'actualité.

Pourtant, le dialogue entre les deux principales composantes de la Gauche française n'aurait pas dû rencontrer de difficultés sur ce thème. Le Parti Communiste avait en effet condamné l'invasion de la Tchécoslovaquie de la part du Pacte de Varsovie, en août 1968<sup>4</sup>. Toutefois, au cours des mois suivants,

---

<sup>3</sup> Programme commun de gouvernement du Parti Communiste Français et du Parti Socialiste, 27 juin 1972, Editions sociales, Paris, 1972.

<sup>4</sup> Déclaration du Bureau Politique du PCF sur les événements en Tchécoslovaquie, 21 août 1968, Archives de la Seine Saint-Denis (ASS), Fonds du Parti Communiste Français (PCF), Dossier 2 :



le PC avait manifesté la volonté de rétablir des relations avec les camarades tchécoslovaques sous le leadership de Husák. En février 1972, le Bureau Politique avait approuvé la décision d'approfondir la coopération culturelle avec Prague et de promouvoir une plus ample réflexion sur la spécificité du cas tchécoslovaque<sup>5</sup>.

Entre-temps, le couperet de la normalisation s'abattait sur l'ex-classe dirigeante du « Printemps » : le 4 février 1972, Jiří Lederer fut condamné à la peine maximale prévue pour le crime en « diffamation envers une puissance alliée » (la Pologne). Dans le même contexte, le philosophe Karel Kosík, l'historien Karel Bartošek, le journaliste Vladimír Nepraš et Rudolf Slánský, fils du Secrétaire du parti exécuté en 1952 et réhabilité dans les années 1960, furent arrêtés<sup>6</sup>.

Devant de tels événements, le PS exprima sa nette condamnation : le but répressif était évident et la nature politique des procès ne faisait aucun doute. Dans leur communiqué, les socialistes français firent appel à « tous ceux » qui tenaient à la liberté de manière à unir leurs voix à la « protestation »<sup>7</sup>. Dans le cadre de la récente alliance politique avec les communistes, le Bureau Exécutif du PS proposa donc au PC d'entreprendre une initiative conjointe pour obtenir des autorités tchécoslovaques une révision de leur position sur le thème de la liberté<sup>8</sup>. La réponse de Georges Marchais, envoyée à François Mitterrand sous pli réservé, fut négative. Georges Marchais, en reprenant les affirmations apprises par Husák au cours de leur dernier entretien, nia le caractère arbitraire des procès. Il dénonça la propagande anticommuniste alimentée à ses yeux d'informations déformantes de la réalité de Prague<sup>9</sup>.

Les communistes français qui considéraient la proposition du PS « mal fondée et inopportune » conclurent ainsi : « Nous ne saurions nous y associer »<sup>10</sup>. Non seulement le PC retenait que l'initiative reprenait

---

position du PCF, 264 J14 : événements de Tchécoslovaquie.

<sup>5</sup> Décision du Bureau Politique, 17 février 1972, APCF, Bureau Politique 1965-1972, 2 NUM 4/5.

<sup>6</sup> Janusz Bugajski, *Czechoslovakia. Charter 77's Decade of Dissent*, CSIS, New York-Westport-London, 1987, pp.19-20.

<sup>7</sup> Les signataires de l'appel étaient Mitterrand, Mauroy, Jacquet, Pontillon, Joxe, Sarre, Chevènement, Defferre, Dayan, Popere, Bouloche, Gau, Bérégovoy, Estier, Feuilly. Appel du Parti Socialiste Français, FJJ, Tchécoslovaquie- situation politique: position du PSF (1968-1979), 403 RI 11.

<sup>8</sup> Lettre de Georges Marchais à François Mitterrand, IFM, 18 février 1972, boîte 96.

<sup>9</sup> Lettre de Georges Marchais à François Mitterrand, IFM, 18 février 1972, boîte 96.

<sup>10</sup> *Communiqué du BP*, "L'Humanité", 12 février 1972.

la vindicte anticommuniste véhiculée dans la société française mais tendait également « à dresser de nouveaux prétextes pour retarder une fois de plus l'heure d'un accord politique prenant la forme d'un programme commun de gouvernement »<sup>11</sup>.

La critique de Georges Marchais n'incita pas François Mitterrand à changer d'opinion sur la nécessité d'une initiative sur ces thèmes. Sous la férule de Robert Pontillon, l'idée d'un colloque commença à prendre forme. Le premier objectif était d'attester l'existence de « deux formes de socialisme » : celui « soviétique, autoritaire et stalinien » et celui du « Printemps de Prague », pour lequel il fallait « se battre en France et ailleurs ». « Pour gagner la confiance, il faut se désassocier du modèle soviétique et soutenir la lutte des peuples de l'Europe de l'Est de suivre la propre voie au socialisme »<sup>12</sup>.

Le colloque « Tchécoslovaquie, socialisme et démocratie », qui eut lieu à Paris en novembre 1972, fut observé avec grand intérêt par le monde tchécoslovaque proche du « nouveau cours ».

Cette initiative permit au PS de se présenter comme interlocuteur de référence pour la dissidence de l'Est<sup>13</sup>. L'avis de Jiří Pelikán – l'ex-directeur de la télévision tchécoslovaque exilé en Italie et collaborateur du PSI – a certainement eu son poids dans cette orientation<sup>14</sup>. L'accueil réservé à cette initiative par la classe dirigeante du pouvoir en Tchécoslovaquie fut sans appel. Radio Praga dénonça le comportement de Mitterrand, en l'accusant d'être devenu protagoniste d'une « croisade anti-tchécoslovaque »<sup>15</sup>, tandis que le Rude Právo le critiquait pour avoir nui sérieusement à la démocratie socialiste<sup>16</sup>.

Le commentaire le plus vigoureux vint de l'Ambassadeur tchécoslovaque à Paris. En communiquant « sa protestation la plus catégorique », celui-ci définit l'événement comme « un acte qui offense, un acte qui ignore ces réalités et ne sert ni le

---

<sup>11</sup> Lettre de Georges Marchais à François Mitterrand, IFM, 18 février 1972, boîte 96.

<sup>12</sup> Réflexions réservées sur la Conférence du PS en novembre 72, sans date et auteur, FJJ, boîte 403 RI 1, Tchécoslovaquie : « Tchécoslovaquie, Socialisme et Démocratie ».

<sup>13</sup> Entretien avec Jiří Kosta, Prague, 23 août 2008.

<sup>14</sup> Lettre de Jiří Pelikán à François Mitterrand, 1 septembre 1972, FJJ, boîte 403 RI 1, Tchécoslovaquie : « Tchécoslovaquie, Socialisme et Démocratie ».

<sup>15</sup> Traduction des informations de Radio Praga, 5 septembre 1972, FJJ, boîte 403 RI 1, Tchécoslovaquie : « Tchécoslovaquie, Socialisme et Démocratie ».

<sup>16</sup> Traduction des informations de Radio Praga, 5 septembre 1972, FJJ, boîte 403 RI 1, Tchécoslovaquie : « Tchécoslovaquie, Socialisme et Démocratie ».

profit du peuple tchécoslovaque, ni le développement positif de la coopération parmi les nations d'Europe. Elles sont un service rendu à ceux qui ne souhaitent pas voir une évolution positive sur notre continent »<sup>17</sup>. A remarquer que les protestations vibrantes venant de la Prague normalisée avaient influencé le jugement de certains dirigeants de référence du « nouveau cours ». Par exemple, en 1968, l'ex-président de l'Assemblée Générale, Joseph Smrkovský, modifia l'opinion qu'il avait exprimée auparavant en faveur du colloque en exposant sa crainte que la non participation du PC avalisait l'idée d'une initiative de parti pris<sup>18</sup>.

La solidarité internationaliste qui liait quelques-uns des dirigeants tchécoslovaques du « nouveau cours » avec ceux du PC expliquait certainement ces prises de positions. Ce qui était à l'opposé de l'attitude des dissidents soviétiques poursuivis par la justice à Moscou en 1978, qui eux n'avaient aucun lien avec les communistes français.

Après la rupture de l'union de la gauche en 1977, la politique de soutien en faveur de la dissidence fournit au Parti Socialiste une arme utile pour dénoncer les ambiguïtés du PC. Le contexte international favorisa l'émergence des contradictions du Parti de Georges Marchais qui – malgré le maquillage eurocommuniste – ne s'était jamais vraiment affranchi de l'image de parti philo-soviétique<sup>19</sup>. L'intervention de François Mitterrand auprès de Brejnev, pour obtenir l'autorisation d'émigration du dissident juif Chtcharansky, en Israël, marqua le début d'une campagne en faveur des dissidents soviétiques<sup>20</sup>. L'envoi systématique d'appels au Kremlin pour l'application intégrale des accords d'Helsinki<sup>21</sup> et la participation aux manifestations en faveur des dissidents – comme celle de soutien à Slepak, Guinzburg et Chtcharansky, en juillet 78 à

Paris<sup>22</sup> – marquèrent le renforcement d'une stratégie amorcée comme on l'a vu au début des années 1970. En avril 1977 – en marge d'un entretien promu par les parlementaires français et belges sous la présidence de Charles-Emile Loo, Secrétaire national du Parti Socialiste Français – un comité permanent en faveur des Juifs soviétiques fut institué. Ce comité envisageait comme premier objectif la présence d'une délégation à Belgrade, dans le cadre d'une conférence ayant lieu dans la capitale yougoslave en octobre 1978, afin de vérifier l'application des accords d'Helsinki<sup>23</sup>. A cette occasion, la délégation présenta une motion dans laquelle fut reconnue la violation de l'Acte d'Helsinki au détriment des citoyens de religion hébraïque de certains pays du bloc soviétique. Les représentants du comité menèrent une action diplomatique proprement dite à cet égard en rencontrant les délégations yougoslave, grecque et américaine. Cette occasion servit en outre à imposer une confrontation au gouvernement français : Poperen, Loo et Dayan demandèrent des explications à Richet, représentant permanent de la France à Belgrade, sur la politique du gouvernement français envers le leadership communiste concernant les violations de l'Acte Final<sup>24</sup>. Cette action de dénonciation fut renforcée par la diffusion d'un opuscule, introduit à quatre mains par François Mitterrand et le premier Ministre Israélien Golda Meir, dans lequel était soutenue la liberté d'émigration des Juifs appartenant au bloc soviétique<sup>25</sup>.

Les cas tchécoslovaque et soviétique – même s'ils étaient présentés de manière très synthétique – montrent l'importance de l'action de François Mitterrand (et de certains représentants socialistes comme Robert Pontillon et Gilles Martinet)<sup>26</sup> en faveur de la dissidence au cours des années 1970.

Ce fut le résultat conjoint d'une bataille morale et d'une stratégie politique bien précise qui mena une partie de la dissidence à identifier dans le PS un point de référence dans le panorama international et contribua

---

<sup>17</sup> Lettre de l'Ambassadeur de Tchécoslovaquie en France, Juraj Sedlák, à François Mitterrand, 27 novembre 1972, FJJ, Fonds Robert Pontillon, Enveloppe relations SFIO-PS/Tchécoslovaquie 1972, 8FP7/110.

<sup>18</sup> Lettre de Luis Aragon au PS, 13 novembre 1973, FJJ, boîte 403 RI 1, Tchécoslovaquie : « Tchécoslovaquie, Socialisme et Démocratie »; lettre de Joseph Smrkovský au PSF, 13 novembre 1973, FJJ, boîte 403 RI 1, Tchécoslovaquie : « Tchécoslovaquie, Socialisme et Démocratie »; lettre de Joseph Smrkovský, « Unir pour le socialisme », 10 décembre 1972, FJJ, Enveloppe relations Tchécoslovaquie/monde communiste, 8FP7/111.

<sup>19</sup> Marc Lazar, Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours, Auber, Paris, pp.313-314.

<sup>20</sup> Lettre de François Mitterrand à Brejnev, 17 juin 1978, FJJ, URSS- Dossier Anatolij Ščaranskij (1977-1979), 401 RI 14.

<sup>21</sup> Le PS fait appel aux autorités soviétiques pour Beguin, Federov, Kuznekov, Superfin, Elistratov, Khnokh, Mourjenko, Zavurof. FJJ, Enveloppe : Juifs d'URSS. Comité des Quinze (1978), 401 RI 16.

<sup>22</sup> Résolution du Comité Directeur du PS, 8 juillet 1978, FJJ, Fonds Robert Pontillon, Emigration des juifs soviétiques, question de la dissidence et des refuzniks (1974-1981), 8FP7/103.

<sup>23</sup> Conférence de presse, 22 avril 1977, FJJ, dossier sur les juifs en Union Soviétique, 1972-1977, Enveloppe Juifs d'URSS, 401 RI 18.

<sup>24</sup> Communiqué de presse du PSF, 11 octobre 1977 ; observations de la délégation à Belgrade, 13 octobre 1977; FJJ, Enveloppe Juifs d'URSS, 401 RI 13.

<sup>25</sup> « Action des parlementaires européens en faveur des juifs soviétiques », octobre 1978, FJJ, Enveloppe: juifs d'URSS, 401 RI 18.

<sup>26</sup> Michel Rocard, la CFDT, Robert Pontillon et Gilles Martinet ont eu des rôles particulièrement importants à propos du développement des relations avec la Dissidence.

## Le Parti socialiste, François Mitterrand, et l'« expérience cubaine »

Par Judith Bonnin<sup>1</sup>

Université Paris Diderot - Paris VII

L' historiographie de la réception française de la révolution cubaine est restreinte : centrée sur le rapport des intellectuels à Cuba<sup>2</sup>, elle en déduit souvent une passion de toute « la gauche française »<sup>3</sup> pour cette expérience socialiste. Or la réalité s'avère bien plus complexe.

L'étude des réactions des diverses forces de gauche à la mort du « Che » en 1967 par exemple, suffit à montrer l'hétérogénéité de leurs représentations. Si l'hommage des communistes français est unanime, à l'image de Waldeck Rochet qui se dit « profondément attristé », Guy Mollet, à l'inverse, ne s'exprime pas sur le sujet et la presse officielle de la SFIO reste très laconique : *Le Populaire* publie un seul article très informatif, et *La Revue Socialiste* ne dresse au guerillero qu'un éloge funèbre très mitigé.

François Mitterrand, alors à la tête de la FGDS, fait quant à lui une déclaration bien plus émue et élogieuse. Au journaliste du *Nouvel Observateur* qui lui demande quel est l'événement de politique étrangère qui l'a le plus frappé les jours précédents, il répond :

« C'est la nouvelle de la mort de « Che » Guevara. L'Amérique latine est le plus important théâtre d'opérations du combat pour la libération de l'homme depuis celui de l'Asie du Sud-Est. [...] Un homme de gauche français doit le dire, sans craindre de ne pas être reçu avec autant d'empressement que le général de Gaulle par les maréchaux ou généraux dictateurs : le combat de « Che » Guevara est celui des hommes libres »<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Agrégée en Histoire, Judith Bonnin travaille actuellement sur les voyages à l'étranger de François Mitterrand (1971-1981). Le présent article est tiré de son mémoire de master intitulé *Les socialistes français et "l'expérience cubaine" (1959-1989)*, soutenu en 2009 sous la direction d'Armelle Enders (Paris IV-Sorbonne).

<sup>2</sup> J. VERDES-LEROUX, *La Lune et le Caudillo : le rêve des intellectuels et le régime cubain 1959-1971*, Paris, Gallimard, 1989.

<sup>3</sup> F. HOURMANT « De Lénine à Marcos : modèles étrangers pour la gauche ? » in J.-J. BECKER et G. CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France, tome II : A l'épreuve de l'histoire*, Paris, la Découverte, 2004, p. 475.

<sup>4</sup> « Pourquoi la Fédération est l'ennemi N°1 », entretien avec François Mitterrand, propos recueillis par Hector de GALARD, *Le Nouvel Observateur*, 153, 18-24 octobre 1967, p. 25.

Ces divergences ne sont pas, selon nous, anecdotiques : elles recourent celles qui, plus largement, fragmentent la gauche française sur l'expérience cubaine. Derrière ces dissensions, c'est la question de la spécificité de la réception socialiste de la révolution cubaine, tant dans ses motifs que dans sa chronologie, qui est posée. Dans ce cadre, F. Mitterrand joue, par l'originalité de sa vision, un rôle majeur dans l'inflexion que connaît l'attitude des socialistes envers ce régime à partir de 1971.

### Les socialistes et Cuba, entre indifférence et dénonciation (1959-1971)

Entre 1959 et 1971, la lecture que la SFIO fait de la révolution cubaine dépend étroitement de son analyse plus globale des rapports de force internationaux dans la Guerre froide, du communisme et du tiers-mondisme.

Si la révolution est restée pour la SFIO des années 1960 une figure rhétorique récurrente et un marqueur identitaire fort<sup>5</sup>, ce parti n'a jamais exprimé aucune sympathie pour la jeune révolution cubaine. A l'inverse des autres tendances de la gauche française touchées par les différents mouvements solidaires du tiers-mondisme et du latino-américanisme pendant cette période<sup>6</sup>, la SFIO elle, reste indifférente ou hostile à Cuba : attitude paradoxale face à une révolution cubaine soucieuse de se présenter non comme marxiste ou communiste, mais comme porteuse d'un projet humaniste et qui pouvait donc sembler plus fongible dans le discours socialiste.

L'indifférence de la SFIO pour l'Amérique latine s'explique à la fois par les relations traditionnellement faibles entre ce continent et la France, mais surtout par le fait que dans le jeu bipolaire de la guerre froide, l'Amérique latine, agitée de tentations communistes, apparaissait comme une chasse-gardée américaine. Comme pour l'Internationale socialiste, très attachée au socialisme démocratique et européen-centrée, ce continent est donc pour la SFIO un non-enjeu et Cuba, « articulation d'un cœur chinois et d'une raison

---

<sup>5</sup> P. BUTON, « La gauche et la prise du pouvoir » in J.-J. BECKER et G. CANDAR (dir.), *idem*.

<sup>6</sup> J. CHONCHOL, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, l'Harmattan, 1985, p. 141-143.

soviétique »<sup>7</sup> n'avait pas de relation à nouer avec une SFIO au cœur démocrate-socialiste et à la raison atlantiste. Lorsque la presse socialiste mentionne le régime cubain, c'est pour le qualifier de dictature communiste.

C'est donc davantage à la marge de la SFIO que s'expriment les premières marques d'intérêt pour l'île, portant en germe les clés des relations cubano-socialistes à venir. L'engagement de Régis Debray pour Cuba, alors intellectuel sans liens avec la SFIO, mais qui sera ensuite proche du PS, mais aussi les sympathies exprimées par certains membres du PSU comme Édouard Depreux, ou le soutien affiché par diverses personnalités qui seront appelées à des postes de responsabilité au sein du nouveau Parti socialiste – Claude Estier, Antoine Blanca et F. Mitterrand notamment – en sont des exemples.

F. Mitterrand est sans doute très tôt sensibilisé à la question cubaine – dès 1965, son ami C. Estier lui rend compte de son premier séjour sur l'île et de sa rencontre avec Fidel Castro<sup>8</sup>. Sa déclaration de 1967 à la mort du Che témoigne de cet intérêt précoce et original. Par ses propos et son ton, F. Mitterrand semble alors plus proche du PCF que de la SFIO. Au cours de cette même interview, il porte d'ailleurs un jugement très critique et offensif à l'égard des États-Unis, tiers-mondiste et révolutionnaire. Un tel discours à la mort de Guevara, à l'heure où le Che renaît comme mythe révolutionnaire, est une prise de position politique forte au sein de la gauche non-communiste. Ainsi à défaut de pouvoir jauger avec précision le degré de sincérité de cette déclaration, l'intention qui la sous-tend est évidente : ce discours est un discours de rupture. Ces quelques mots distinguent en effet fermement Mitterrand de Mollet. Grâce à ce positionnement sur Cuba, F. Mitterrand redéfinit sa place à gauche.

## Mitterrand, le Parti socialiste et le « premier territoire libre d'Amérique » (1971-1981)<sup>9</sup>

Si 1971 est l'année de l'affaire Padilla et du reflux de l'enthousiasme des intellectuels français pour Cuba, elle est aussi et surtout celle de la fondation à Épinay du nouveau PS, ainsi que de la première rencontre de F. Mitterrand et F. Castro – par hasard à Santiago du Chili. Tournant pour le Parti socialiste, elle marque donc aussi un approfondissement durable des relations socialo-cubaines.

---

<sup>7</sup> « Cuba semble rechercher « l'ouverture à l'Occident », *Le Populaire*, 23-24 juillet 1963.

<sup>8</sup> C. ESTIER, jeudi 12 février 2009, 1h10, enregistrement vocal.

<sup>9</sup> Au printemps 1957 une partie de la Sierra Maestra conquise par les guérilleros de Castro et Guevara est proclamée « territoire libre ».

Le basculement qui s'opère est alors largement imputable à l'arrivée aux responsabilités au sein du PS de ces personnalités sensibles à l'expérience castriste évoquées précédemment, et qui portent une idéologie et une vision du monde différentes de celles de leurs aînés. L'économie devient leur principale clé d'analyse des différents rapports de forces internationaux<sup>10</sup>. Le PS se prononce pour l'alliance atlantique mais contre l'atlantisme, pour l'Europe mais contre l'impérialisme et pour une nouvelle voie socialiste. Dans ce nouveau schéma, le Tiers-monde acquiert une part croissante dans les préoccupations du parti, renforcée grâce à la victoire chilienne de l'Union populaire (1970).

Désormais et jusqu'en 1981, Cuba n'est plus dénoncée comme une dictature et devient à l'inverse un symbole géopolitique de résistance à l'impérialisme américain, une figure de liberté. Dans une moindre mesure, il est aussi considéré comme un allié objectif dans l'établissement du Nouvel Ordre Économique International voulu par le PS.

Ce n'est donc pas l'évolution de la situation cubaine qui explique l'émergence de contacts avec cette île au début des années 1970, mais bien l'évolution du PS lui-même et l'arrivée aux responsabilités d'une nouvelle génération plus cubanophile, à contre-courant des déceptions exprimées par l'intelligentsia française. À travers le prisme cubain, c'est tout le virage pris par la doctrine socialiste qui s'exprime.

C'est ainsi que F. Mitterrand, dans une rhétorique révolutionnaire marquée par le contexte d'union de la gauche, n'hésite pas à mobiliser la référence cubaine : quatre fois dans *L'Abeille et l'Architecte* notamment. Il achève même cette chronique par un long et surprenant éloge au Che<sup>11</sup>, dans un passage qui sonne comme une explication de ce qu'il entendait par « rupture avec le capitalisme ».

Cette nouvelle position de Cuba dans la « carte mentale » socialiste acquiert une réelle consistance et visibilité politiques à partir des rencontres des deux leaders, F. Castro et F. Mitterrand en 1971, mais surtout en 1974. C'est lors de ce voyage de cinq jours d'une délégation socialiste à Cuba que s'établissent des relations durables entre PS et PCC, qui se maintiennent de manière significative jusqu'en 1980. Outre l'évolution de la lecture socialiste du modèle castriste, la personnalité et le charisme de F. Castro semblent avoir été les principaux atouts pour susciter la sympathie socialiste. À son retour, Mitterrand décrit ainsi Castro comme « un homme modeste, désireux d'être compris, ouvert, généreux, à la recherche d'une

---

<sup>10</sup> R. GOMBIN, « Le Parti socialiste et la politique étrangère », *Politique étrangère*, 2, 1977, p.199-212.

<sup>11</sup> F. MITTERRAND, *L'Abeille et l'Architecte*, Paris, Flammarion, 1978, p. 400-402.

éthique nouvelle »<sup>12</sup>.

## Cuba et Castro : des amis embarrassants (1981-1989)

L'arrivée des socialistes français au pouvoir en 1981 pose la question de l'articulation des relations partisans socialo-castristes et des relations diplomatiques franco-cubaines.

Le Projet socialiste de 1980 exprimait la volonté de développer la coopération française avec le Mexique, le Venezuela et Cuba, pays qui manifestaient « le plus de résistance à leur colonisation économique ». Au vu de ce programme et de la cubanophilie affichée par F. Mitterrand depuis 1967, on pouvait s'attendre à une réelle inflexion de la diplomatie française à l'égard de Cuba. L'élection de F. Mitterrand est d'ailleurs très chaleureusement saluée par F. Castro, auquel le président répond amicalement, en promettant un renforcement de l'amitié et de la coopération entre leurs deux pays<sup>13</sup> – ce qui provoque quelques remous<sup>14</sup>.

Au cours des trois premières années de présidence mitterrandienne, on assiste à un net réchauffement des relations franco-cubaines : les voyages de délégations socialistes, parlementaires comme ministérielles se multiplient entre Paris et La Havane, avec comme point d'orgue la visite de C. Cheysson, ministre des Affaires étrangères, à Cuba, du 4 au 6 août 1983. Ces manifestations de sympathie sont d'autant plus appréciées des Cubains que leurs attentes sont fortes, la France devenant pour eux un allié international de poids, tant pour favoriser des solutions négociées aux différents conflits centroaméricains que dans le cadre de la renégociation de leur dette extérieure.

Néanmoins, une certaine impatience cubaine commence à s'exprimer à mesure que l'espoir d'une entente plus étroite se heurte à la frilosité de la majeure partie des cadres du PS. Malgré plusieurs annonces parues dans la presse, F. Castro ne fut ainsi pas reçu à Paris durant les années 1980. Et finalement, en dépit d'une minorité d'enthousiastes (M. Duflo, N. Bourdillat, A. Blanca), le Parti socialiste reste indifférent à la question cubaine, à l'image de son nouveau Premier secrétaire, Lionel Jospin.

Outre des motifs d'ordre diplomatique, ce refroidissement s'explique aussi par un glissement des représentations socialistes qui associent désormais

---

<sup>12</sup> P. LABREVEUX, « M. Mitterrand a découvert en M. Fidel Castro « un homme modeste et désireux d'être compris », *Le Monde*, 23 octobre 1974, p. 38.

<sup>13</sup> « Un message de M. Mitterrand à M. Fidel Castro », *Le Monde*, 3 juin 1981, p. 8.

<sup>14</sup> *Ibid.*

Cuba au Nicaragua plus qu'au Chili, c'est-à-dire à une révolution manquée, si ce n'est à une erreur historique. Les points d'accord politiques entre Cuba et la France sur l'Amérique centrale, ne peuvent compenser la gêne croissante constituée par la question des droits de l'homme à Cuba. Leur promotion était en effet un des principaux objectifs de politique extérieure de Mitterrand. Or plusieurs affaires cubaines mêlant la France sont portées sur la scène internationale, à l'image de celle du poète Armando Valladares, prisonnier politique cubain libéré en 1982 grâce aux pressions exercées par F. Mitterrand. Les critiques portées contre la politique cubaine de la France, par l'opposition et par différentes associations, se font alors de plus en plus fortes.

En dépit d'une conjoncture favorable en 1981, la coopération culturelle, économique ou technique entre la France et Cuba reste donc embryonnaire, « régulières mais sans relief » selon une note interne du PS de 1984. Les visites et échanges se font alors plus rares. Ni la cohabitation, ni la réélection de F. Mitterrand ne modifieront cette donne.

Le désamour ne va cependant pas jusqu'au retournement d'alliance : le PS, bien que sollicité par plusieurs collectifs d'opposants cubains au régime castriste, n'entre pas en contact avec eux.

La SFIO ne se passionna donc que marginalement pour Cuba et le nouveau regard que porta le PS sur sa révolution ne fut porté que par quelques personnalités, dont en premier lieu F. Mitterrand. Les relations socialo-cubaines furent ainsi bien moins des liens de Parti à Parti, idéologiques et politiques, qu'un réseau de relations individuelles et personnelles, marquées par le charme de F. Castro. Plus précisément, l'« amitié » liant un temps F. Castro et F. Mitterrand, semble être la clé de voûte de l'évolution des relations socialo-cubaines.

Mais si l'identité militante révolutionnaire du PS se trouva un temps en phase avec ce que symbolisait Cuba, cette sympathie heurtait néanmoins son identité politique, en particulier en matière de droits de l'homme, et c'est cette contradiction qui explique les ambiguïtés de son rapport à Cuba dans les années 1980. Si F. Castro est présent aux obsèques de F. Mitterrand, il semble que leur relation se soit refroidie depuis un moment. F. Mitterrand, s'agaçant de l'enthousiasme de sa fille Mazarine pour Cuba, aurait même déclaré dans les années 1990 : « Un régime sans élection s'appelle une dictature... »<sup>15</sup>. Pour comprendre cette relation entre les deux hommes, le rôle joué par Danielle Mitterrand mériterait d'être étudié.

---

<sup>15</sup> R. DUMAS, *Coups et blessures. 50 ans de secrets partagés avec François Mitterrand*, Paris, Cherche-Midi, 2011, p. 494.

•••➔ Mise au point

# Convictions et responsabilité

## Retour sur les événements de Nouvelle-Calédonie

*Le film réalisé par Mathieu Kassovitz et intitulé « L'Ordre et la morale » est sorti dans les salles de cinéma le mercredi 16 novembre. Il est très largement inspiré de l'ouvrage publié simultanément par l'ex-capitaine Philippe Legorjus pour ce qui concerne les conditions d'intervention armée menée par le gouvernement pour libérer les otages de la grotte d'Ouvéa en mai 1988.*

*L'Institut François Mitterrand n'a pas pour habitude de commenter ce type d'œuvres qui mettent en scène telle ou telle partie de la vie ou de l'action politique de François Mitterrand. En effet, même si elles s'appuient sur des faits réels, elles n'en restent pas moins des œuvres de création et donc, d'une certaine façon, de fiction. Elles relèvent de la liberté d'expression des auteurs aussi bien que de la libre interprétation des spectateurs.*

*Toutefois, à cette occasion, plusieurs articles, débats et émissions audiovisuelles ont eu lieu. Au cours de celles-ci, Philippe Legorjus – qui commandait à l'époque le groupe du GIGN participant aux opérations – s'est livré à plusieurs déclarations, accréditant notamment la thèse d'un François Mitterrand agissant par « cynisme ».*

*À cet égard, l'Institut François Mitterrand a jugé nécessaire de publier le témoignage de Gilles Ménage, directeur-adjoint du cabinet du Président de la République en 1988, notamment en charge des affaires de sécurité intérieure.*

### Par Gilles MENAGE

*Secrétaire-général de l'Institut François Mitterrand*

**J**e souhaite réagir à certains des propos tenus par Philippe Legorjus à l'occasion de la sortie du film de Mathieu Kassovitz intitulé « L'ordre et la morale ». Celui-ci, notamment dans un article de Paris-Match, accrédite la thèse d'un Mitterrand cynique qui aurait exclusivement agi dans cette affaire en fonction de sa réélection.

Si le capitaine Legorjus était effectivement en Nouvelle-Calédonie au moment des faits, il était en revanche trop loin de l'Élysée pour témoigner des motivations qui furent alors celles de François Mitterrand. J'estime à cet égard qu'une rapide mise au point s'impose.

Il me paraît d'abord utile de rappeler le contexte politique dans lequel nous nous trouvons. Puis, en tant que témoin – et après avoir consulté quelques autres acteurs de l'époque –, je détaillerai les événements tels qu'il me semble que nous les avons vécus.

#### Quelques éléments de contexte

Qu'en est-il du contexte très spécifique de la gestion de cette crise ?

L'archipel de Nouvelle-Calédonie se trouve à des milliers de kilomètres de Paris, dans le Sud-



Le 4 avril 1987, le Président de la République reçoit en audience dans son bureau les représentants des régions de Nouvelle-Calédonie à majorité canaque : MM. Tjibaou, Yévéné et Joreddie. Au fond, Gilles Ménage, directeur de cabinet adjoint.

Ouest de l'océan pacifique, très au large des côtes australiennes. Il est le territoire français le plus éloigné de la Métropole. Cette distance, comme pour tous les départements et territoires d'outre-mer, a les effets que l'on sait. En premier lieu, les communications sont difficiles. Il convient de le rappeler à notre époque où chacun est joignable en permanence. C'était loin d'être le cas il y a 25 ans. Le décalage horaire, qui est de neuf heures, complique encore un peu plus

les échanges. Informé le matin à Paris, prenant une décision après consultation l'après-midi, le Président voit ses instructions transmises alors que la nuit est déjà tombée en Nouvelle-Calédonie. De la même manière, ce qui se produit dans l'archipel ne nous parvient qu'au réveil – même s'il existe des dispositifs d'alerte en cas de crises graves.

Cet éloignement entre la Métropole et son territoire renforce de fait le rôle des autorités sur place. Il ne s'agit pas, ici, de dédouaner le Premier ministre ou le Président de la République de leurs responsabilités évidentes, mais bien de rappeler dans quelles conditions d'informations et de possibilités d'action elles s'appliquent. Je rappelle à cet égard que nous sommes alors non seulement en période de cohabitation mais aussi que le drame d'Ouvéa intervient très exactement entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1988. La cohabitation a placé l'Élysée dans une situation délicate. À chaque instant, le Président doit rappeler au gouvernement ses prérogatives, ce dernier pouvant entendre ou non cet appel. J'ajoute que les Conseillers doivent souvent se plaindre officiellement auprès du gouvernement pour obtenir les informations nécessaires à la décision du Président. Ce sera le cas à plusieurs reprises lors de ces événements même si, comme on le verra, nous parvenons à savoir ce qui se passe grâce à des canaux indirects plus ou moins fiables.

Enfin, toute l'affaire est compliquée par le déroulement, parallèle, de la campagne électorale en France. L'affaire conduisit inévitablement à certaines exploitations politiques dans les médias. C'est ainsi que tout au long de ces événements, plusieurs leaders du RPR accusèrent François Mitterrand d'être directement responsable de la situation et d'encourager les preneurs d'otages. Cela limitait bien entendu les initiatives que le Président pouvait prendre. Par ailleurs, le Premier ministre chercha dès l'origine de cette affaire à prendre en main le dossier. Cette situation particulière n'explique cependant pas tout dans la démarche de François Mitterrand lors de ces événements. Si on veut les comprendre, il faut rappeler les conditions politiques qui prévalaient alors. En tant que Président de la République, François Mitterrand n'hésitait pas, en public et en privé, à évoquer l'histoire comme la géographie de la Nouvelle-Calédonie. Elle commandait son action. Colonisée par les Français à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle – notamment par l'envoi des « déportés de la Commune de Paris » –, la Nouvelle-Calédonie n'est pas seulement éloignée de la Métropole par la distance. Elle l'est aussi par sa situation sociale.

Au début des années 1980, ces îles sont peuplées d'environ 150 000 habitants. La situation y est devenue,

selon les propres termes de François Mitterrand, « insupportable »<sup>1</sup>. L'arrivée des colons français dans l'île, un siècle plus tôt, a en effet entraîné une opposition entre, d'une part, les populations autochtones de ces îles – que l'on nomme Canaques ou Mélanésiens – et, d'autre part, les populations d'installations – dites Caldoches. Ces deux communautés sont à peu près à parts égales, avec cependant une prédominance mélanésienne laquelle est renforcée par une dernière composante, multiethnique, faite de diverses populations des rivages voisins.

Les Canaques vivent dans un état d'injustice que le Président de la République dénonce dès son accession au pouvoir en 1981. Injustice dans leur accès aux fonctions de la République ; injustice dans la reconnaissance de leur culture ; injustice, enfin, dans la répartition des richesses de l'île, notamment agricoles. La très mauvaise répartition des terres cultivables est le résultat direct de la colonisation et d'une mécompréhension du sentiment d'attachement à la terre des Canaques. En 1981, beaucoup de ces derniers ont perdu tout espoir envers la République et son administration. Ils réclament, parfois avec violence, l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Elle leur apparaît comme la seule solution de leurs difficultés.

Il ne faudrait pas pour autant en déduire que François Mitterrand était hostile – comme ces derniers ont tendance à le penser – aux Caldoches. En réalité, il comprend leur situation et ne veut pas non plus corriger l'injustice canaque à leur détriment. En effet, installés pour certains depuis plus d'un siècle, ils s'estiment tout aussi légitimes sur ces îles. Mais beaucoup d'entre-eux ont du mal à s'entendre avec les populations autochtones, dont ils ne partagent pas les mœurs. D'ailleurs, dans l'archipel, coexistent une administration française et des chefferies traditionnelles.

Bref, on l'a compris, les tensions sont dures et anciennes ; les antagonismes difficilement réductibles. Les populations européennes, installées de longue date, ont le sentiment d'avoir contribué, seules, au développement de l'île, à son essor économique, à l'exploitation de ses richesses, etc. À l'inverse, les Canaques gardent le souvenir de la spoliation initiale et constatent leur peu de place dans la société calédonienne. Régulièrement, l'archipel s'enflamme. On subit des violences dans un camp, qui appelle la réponse violente en retour, etc. Un terrible engrenage existe que les forces de l'ordre sur place ont du mal à

---

<sup>1</sup> Cf. son discours du dimanche 16 décembre 1984 lors de l'émission de TF1 *La Politique de la France dans le Monde*.

contenir... quand elles cherchent à le faire.

Au cours du premier septennat, François Mitterrand et les gouvernements de Pierre Mauroy et Laurent Fabius cherchèrent à faire évoluer la situation. Parallèlement à la décentralisation menée en France, il fut décidé d'entamer des réformes en Nouvelle-Calédonie. Il s'agissait prioritairement de réduire les inégalités. Par ordonnances, d'abord, le gouvernement chercha à transformer le territoire dans les domaines institutionnel, culturel mais aussi et surtout économique. Il fut ainsi décidé une réforme foncière dont l'objectif était de rétablir une certaine égalité dans l'accès aux terres agricoles. En 1983, le gouvernement de Pierre Mauroy entame un dialogue politique – sans réel résultat toutefois – avec les Canaques. En septembre 1984, ces ordonnances furent complétées par un projet de loi instaurant une plus large autonomie du territoire et une meilleure représentation des Canaques dans les pouvoirs locaux. Malheureusement, malgré la bonne volonté évidente, la tentative de faire évoluer le statut politique échoua. Les indépendantistes canaques – regroupés pour la plupart au sein du FLNKS – ne voulaient pas l'autonomie mais l'indépendance pleine et entière. Plus contestable, ils voulaient être seuls à en décider. La radicalisation fut immédiate. À la volonté de contrôle du territoire des indépendantistes répondit la mise sur pied de milices Caldoches. Les violences se multiplièrent. François Mitterrand dut déclarer l'état d'urgence sur l'archipel.

Parallèlement, au tournant de l'année 1984-1985, le Président avait nommé Edgar Pisani comme médiateur entre les deux communautés. Son action aboutit à une sorte de partition de l'archipel, dont le mérite – pour dire les choses rapidement – était de donner un certain pouvoir territorial aux uns sans en déposséder les autres, bref d'apaiser les tensions tout en continuant de chercher à réduire les inégalités. François Mitterrand fit d'ailleurs un voyage remarqué sur place en janvier 1985. Le calme revint peu à peu. On pouvait envisager l'avenir.

François Mitterrand n'hésitait pas à évoquer toutes les situations possibles. Il parle alors de l'« émancipation » de la Nouvelle-Calédonie, de l'autodétermination des Calédoniens – mais tous, sans exception, et pas uniquement les Canaques –, de son éventuelle indépendance, de son association à la France, du nécessaire dialogue entre les Communautés, de la « dignité » nécessaire à restaurer pour les Mélanésiens, etc.

On peut, certes, contester les résultats de cette politique, mais l'honnêteté commande, si l'on compare le discours aux faits, de ne pas y voir un simple cynisme.

François Mitterrand souhaitait honnêtement, d'une part la pacification de l'archipel, d'autre part, la fin des injustices les plus flagrantes faites aux Canaques.

Durant tout le premier septennat, le RPR rejeta violemment la politique du gouvernement à l'égard de la Nouvelle-Calédonie. Les parlementaires du parti de Jacques Chirac, très proche du RPCR caldoches, s'opposèrent partout où ils le pouvaient aux lois et projets. Sans surprise, donc, lorsque la gauche perdit la majorité en mars 1986, le nouveau Premier ministre défit tout ce qui avait été fait. Le nouveau statut de 1985 fut annulé, le Haut-commissariat recréé, des militaires furent envoyés sur place dans le cadre d'une politique de « nomadisation » qui se transforma en intimidation – François Mitterrand demandera d'ailleurs à un moment que l'armée soit tenue à l'écart des populations, notamment pendant les votes –, la politique de partage des terres fut freinée, etc. À l'Élysée nous percevions tout cela avec beaucoup d'inquiétude. François Mitterrand n'hésita pas, du reste, à s'opposer au gouvernement sur le sujet. D'abord en Conseil des ministres, où il s'inquiétait d'une nouvelle politique qui, selon lui, risquait de se terminer dans le « désordre et le sang », puis publiquement lors de ses interventions.

L'opposition du Président se nourrissait de l'expérience des premières années de son septennat. Il considérait comme nécessaire d'apaiser les rapports entre les deux communautés avant d'interroger les Calédoniens sur leur avenir ou d'instituer de nouvelles réformes dans l'organisation des pouvoirs. Un conseil que le gouvernement n'entendit pas. En avril 1987, l'Assemblée nationale adopte une loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, qui met en place une sorte de statut intermédiaire ; en septembre intervient un référendum local pour ou contre l'indépendance.

Le résultat de ce référendum mérite d'être souligné : plus de 90 % des votants refusent l'indépendance mais un Calédonien sur deux ne s'était pas prononcé puisque les Canaques avaient appelé au boycott. Jacques Chirac a beau se rendre à Nouméa pour se féliciter du résultat, les violences reprennent, le référendum n'ayant servi qu'à radicaliser un peu plus les indépendantistes. À quelques mois des élections présidentielles – que le gouvernement avait d'ailleurs voulues conjointes, sur l'archipel et contre notre avis, avec les élections locales –, la spirale de la violence se trouvait réenclenchée.

Ainsi, en deux ans, les relations entre le pouvoir central et la communauté canaque se dégradèrent davantage. La perspective d'un dialogue politique entre les différentes parties, sur lequel nous comptions en 1985 par le biais de la mise en place des régions autonomes – dont trois sur quatre étaient gérées par



des Canaques –, s'éloignait. On peut du reste penser que le gouvernement de M. Chirac ne voulait pas et ne voyait pas l'utilité de ce dialogue.

Ceci au contraire de l'esprit de François Mitterrand qui, lui, considérait comme prioritaire le retour à un dialogue entre tous. Du reste, de 1981 à 1987, il reçut à plusieurs reprises les représentants des deux communautés, y compris, donc, le leader indépendantiste Jean-Marie Tjibaou.

On se tromperait cependant en considérant que François Mitterrand était un allié inconditionnel des Canaques. Si le Président dénonçait l'injustice qui leur était faite, s'il n'hésitait pas à déclarer que, sur place, ils ne disposaient pas des principaux leviers économiques, son raisonnement n'aboutissait pas – comme le réclamaient les indépendantistes les plus radicaux – à nier les droits des Caldoches. Il contestait par exemple aux indépendantistes la prétention à représenter à eux seuls toute la Calédonie. À ses yeux, le problème calédonien était moins une question qui se réglerait par des élections – toujours contestées – que par le rétablissement d'un dialogue préalable. Il lui fallait donc pouvoir discuter avec tous. Ce point doit être conservé à l'esprit pour comprendre l'équilibre de sa position politique. Les paragraphes qu'il consacre dans sa Lettre à tous les Français à la question Calédonienne, en donnent le plus précis des résumés.

## Les événements de la grotte d'Ouvéa

Au moment où la campagne présidentielle débute en France, la Nouvelle-Calédonie est donc en proie à de nouveaux affrontements. Le 22 février 1988, un commando indépendantiste prend par exemple en otage neuf gendarmes. Dans ce cas, l'affaire se termine bien puisqu'ils les relâchent après une douzaine d'heures.

Ceci pour dire que nous avons parfaitement conscience qu'un dérapage était possible. Jean-Louis Bianco et moi-même avons d'ailleurs eu des contacts avec des Calédoniens, quelques jours avant la prise d'otages de la grotte d'Ouvéa, qui nous avaient alertés. Certains membres du RPR cherchèrent d'ailleurs à tirer profit de ces contacts pour accréditer la thèse d'une action en sous-main de l'Élysée dans le déclenchement des événements. Thèse évidemment absurde ! mais qui décrit assez bien le climat qui régnait à l'époque à Paris.

C'est donc dans ce contexte qu'intervient le 22 avril 1988, l'assaut, par un groupe d'indépendantistes canaques, de la gendarmerie de la commune de Fayaoué. Fayaoué se trouve sur l'île d'Ouvéa – au nord-est de l'archipel calédonien, assez éloignée de l'île

principale, Grande terre –. Que veulent-ils ? Occuper les lieux et mener une action au moment des élections. Mais l'affaire tourne mal. Au cours de l'attaque, quatre gendarmes sont tués ; les autres – 27 personnes – sont alors capturés et emmenés. Le drame se double donc d'une prise d'otages. Ajoutons que, dans le reste de l'archipel, d'autres actions violentes ont lieu au même moment et pendant plusieurs jours.

Dès le lendemain, tous les médias se font l'écho de ces événements.

Je dois dire que si, à l'Élysée, nous avons appris la nouvelle des événements de Fayaoué, nous sommes en revanche peu informés des détails. Le Secrétaire général de l'Élysée devra d'ailleurs officiellement demander à Matignon qu'on nous communique les informations nécessaires. Nous savons en revanche que le Premier ministre a tenu une réunion de crise. À deux jours du premier tour de l'élection, Jacques Chirac a décidé de prendre en main le dossier.

Le soir même de ces événements, François Mitterrand, lors de l'un de ses meetings de campagne au Bourget, indique « que l'on ne se libère pas en opprimant les autres » et rappelle que le devoir d'un Président de la République est de « dire que l'enchaînement de la violence est le pire ».

Le même jour, Jacques Chirac critique l'action des Socialistes de 1981 à 1986 – et nommément Edgar Pisani –, tout en dénonçant la « sauvagerie et la barbarie » des preneurs d'otages, refusant que cette petite minorité dicte sa loi. Dans les jours qui suivent, plusieurs leaders du RPR reprennent les accusations contre le Président et tiennent un discours très martial. Quant au Figaro, il estime à mots couverts que toute l'affaire est une opération téléguidée par l'Élysée.

Initialement, Christian Prouteau, conseiller à l'Élysée et qui suit pour nous toutes les questions de sécurité, considère l'affaire comme une stricte opération de prise d'otages. Du ressort, donc, du GIGN dont il connaît personnellement la plupart des cadres. Par le biais du général de gendarmerie Jérôme et par celui du capitaine Legorjus – capitaine du GIGN –, qui vont être envoyés sur place, nous espérons donc avoir des informations et pouvoir ainsi tenir le Président informé de la situation.

Mais le gouvernement ne l'entend pas ainsi. Il a dépêché Bernard Pons sur place, ministre des DOM-TOM, proche de Jacques Chirac, qui arrive le 25. La prise d'otages devient une affaire d'État. Avec Jérôme, Legorjus et les gendarmes du GIGN arrivent aussi un nombre important de militaires des opérations

spéciales. De fait, sur l'île, le général Jérôme se trouve rapidement placé sous les ordres du général Vidal. Celui-ci, en tant que militaire, est placé sous les ordres du Haut-commissaire de Nouvelle-Calédonie, en d'autres termes de Matignon. Ce n'est plus, donc, une opération de gendarmerie mais une opération militaire.

Dans un premier temps, toutefois, les choses paraissent en bonne voie. En effet, certaines négociations interviennent pour la libération des gendarmes avec succès : ceux-ci avaient été séparés en deux groupes et l'un des deux groupes est très vite relâché. À l'Élysée, nous considérons dès lors qu'une issue par la négociation est la meilleure option.

Sur place, cependant, le 27 avril, la situation se complique un peu plus. Alors qu'il venait d'apprendre où était retenu le second groupe d'otages, dans une grotte de l'île d'Ouvéa très difficile d'accès, le capitaine Legorjus s'y rend accompagné de membres du GIGN et du substitut du procureur de Nouméa. Mais le groupe de ce dernier est à son tour enlevé. Seul Legorjus est autorisé à repartir afin de maintenir le dialogue. Quoi qu'il en soit, six membres du GIGN s'ajoutent donc aux gendarmes-otages déjà présents. 23 otages en tout. Le capitaine Legorgus, d'après ce que je sais, ne reviendra plus dans cette grotte, l'essentiel des contacts directs avec les ravisseurs étant assuré par le biais de Jean Bianconi, le magistrat.

Au cours de ces journées des 28-30 avril, les négociations sur l'île n'avancent guère. Selon nos informations, les preneurs d'otages posaient en effet trois conditions impossibles à réaliser pour la libération des otages : le retrait des forces de l'ordre, l'annulation des élections régionales qui doivent intervenir une semaine plus tard, l'organisation d'un référendum d'autodétermination.

Parallèlement aux tentatives de dialogues avec les ravisseurs, et alors que la polémique est vive en France, nous apprenons par le biais de Legorjus et du général Jérôme que, sur place, les militaires s'activent. Leurs plans prévoient de « taper dur ». À l'Élysée, où se tiennent plusieurs réunions dont je garde un très vif souvenir, nous recommandons à François Mitterrand la plus grande prudence à l'égard de toute opération de force. Que redoutions-nous, que redoutait le Président ? Que l'opération tourne mal et qu'il soit ensuite impossible de reprendre les négociations avec les Canaques. Le Président voyait en effet plus loin que l'événement lui-même, qui ne concernait du reste qu'une petite partie des indépendantistes. Il craignait – et il n'était pas le seul – qu'un bain de sang ne rende la situation sur place ingérable pour des années.

C'est ce même raisonnement qui le pousse à mettre officiellement en garde le Premier ministre contre tout projet de dissolution du FLNKS. Dissolution que Bernard Pons, lui, jugeait utile. Le Président considérait en effet qu'en supprimant le FLNKS on se priverait, à l'avenir, d'un représentant des Canaques qui permettrait de nouer le dialogue.

Le 30 avril, certains leaders indépendantistes s'adressent officiellement au Président de la République en lui envoyant une lettre. C'est un moment important de toute l'affaire. Jusqu'à présent, le Président se contentait d'échanges officieux avec Matignon. Après tout, c'est le Premier ministre qui avait décidé de prendre l'affaire en main, de nous tenir au minimum informés. Toute action du Président aurait pu être contraire à la bonne gestion de la crise. La lettre des indépendantistes changeait toutefois la donne. Saisi directement, le Président de la République ne pouvait plus être accusé de gêner le gouvernement ou de faire le jeu du FLNKS – on rappellera la campagne de dénigrement dont est victime le Président de la part des leaders du RPR.

Dès le lendemain, le dimanche 1<sup>er</sup> mai, il adresse une lettre officielle au Premier ministre. Dans cette lettre, il réclame deux choses : en premier lieu d'être informé comme il doit l'être de la situation sur place. Il laisse au Premier ministre 24h pour lui donner les informations. Mais, surtout, il indique son souhait pour qu'intervienne une réelle « mission de conciliation », considérant que celle confiée par le gouvernement à l'Archevêque de Nouméa était un échec. En effet, dans la nuit à Paris – dans la journée à Ouvéa –, cet homme d'Église avait tenté de raisonner les preneurs d'otages mais sans succès.

Le lendemain, lundi 2 mai, le Premier ministre répond à la lettre du Président : il s'interroge sur le bénéfice d'une telle conciliation, considérant qu'« une minorité s'efforce de mettre en cause [les institutions démocratiques de l'archipel] en usant au besoin de la violence. Nous ne pouvons à son égard que faire usage des moyens, de tous les moyens, dont dispose la République pour garantir l'intégrité du territoire. [...] Toute mesure de conciliation ou de médiation reviendrait dans ces conditions à placer sur le même plan ceux qui, dans le territoire, se conforment aux lois et ceux qui les violent. J'ajouterai que comme toute prise d'otages, celle d'Ouvéa me semble devoir être traitée par la force si c'est possible, par la discussion quand l'usage de la force n'est pas possible ou présente des risques trop considérables, les deux méthodes ne s'excluant pas. » Le Premier ministre conclut en demandant que l'on fasse confiance aux responsables sur place.

Le Premier ministre confirmait donc son refus d'une médiation à l'initiative conjointe du Président et de lui-même. Sur place, du reste – mais là encore, nous l'apprendrons un peu plus tard –, Bernard Pons et le général Vidal envisagent déjà toutes sortes d'opérations militaires. Bernard Pons interroge d'ailleurs le général Vidal, par écrit, pour qu'intervienne une action de force permettant « une libération sans concession des otages ».

Ici se situe un point important. Le nœud, si l'on veut, de toute l'affaire.

Le Président, je l'ai indiqué, est réticent à toute opération dont il pense qu'elle aurait pour conséquence un impossible dialogue par la suite. Il se méfie aussi – il l'indique au ministre de la Défense de Jacques Chirac, André Giraud, qui du reste partage les mêmes préventions – d'éventuelles exactions et représailles qui pourraient suivre une opération militaire. Le 3 mai au matin, dans son bureau, il considère encore que la meilleure option reste la négociation.

Mais, vers 13h, de nouvelles informations parviennent à l'Élysée. Le gouvernement nous indique en effet, directement par la voix d'André Giraud qui vient voir le Président à l'Élysée, que les conditions pour une opération militaire sont réunies. La météorologie est favorable : le vent, la pluie permettent une approche discrète. Quant aux Canaques, ils sont peu nombreux autour de la grotte. Enfin, l'opération sera conduite par le GIGN. À cela, il faut ajouter un élément déterminant : à l'instigation du capitaine Legorjus, le procureur Bianconi, à l'occasion de l'un de ses allers-retours, a réussi à fournir deux revolvers aux gendarmes du GIGN retenus en otage. Ceux-ci seront donc en mesure de se protéger, pendant l'assaut, au fond de la grotte. Ceci étant, la remise de ces armes crée paradoxalement une situation d'urgence : il faut intervenir rapidement, car si les armes sont découvertes, il pourrait y avoir un risque pour les otages.

Toutes ces informations sont confirmées directement à Christian Prouteau par le général Jérôme et par le capitaine Legorjus, qui insistent dès ce moment là pour qu'ait lieu rapidement une intervention en force afin de libérer les otages au moindre coût humain.

Dans ces conditions, qui représentent une réelle opportunité pour les otages, le Président donne son accord à une intervention qui doit avoir lieu en début de soirée, le 3 mai – heure de Paris. C'est-à-dire, à l'aube du 4 mai, selon l'heure de Nouvelle-Calédonie. J'ajoute un point important. André Giraud – qui a finalement convaincu François Mitterrand bien que

le ministre fût lui aussi assez réticent – comme le Président précisent bien qu'il faut limiter au maximum les pertes Canaques. Sur ce point, plusieurs rapports militaires nous indiquaient d'ailleurs des pertes limitées, deux à trois morts tout au plus.

Cette décision, à mon sens, ne relève d'aucun cynisme de sa part. Le dialogue, il a dit le rechercher et il l'a recherché en demandant au gouvernement d'agir dans le sens de la conciliation. Mais le Président n'avait aucun moyen de contredire le gouvernement qui était le seul responsable sur place. Par ailleurs, il était soucieux des otages. À plusieurs reprises, il avait rappelé sa priorité : leur libération. Elle lui paraissait alors possible dans des conditions humainement acceptables.

À la suite de cette rencontre, André Giraud a dû transmettre à Jacques Chirac l'accord de François Mitterrand. De notre côté, nous en informions le général Jérôme par le biais de Christian Prouteau.

Selon ses souvenirs, dans la soirée du 3 mai, Christian Prouteau se rend dans le bureau du Président. Ensemble, ils attendent d'obtenir des informations précises sur la réalisation de l'opération. Mais rien ne vient ! Après une longue attente, Christian Prouteau retourne dans son bureau et cherche à joindre le général Jérôme. Il y parvient finalement, mais pour apprendre que l'opération est annulée.

À partir de là, c'est encore un point important, nous ne recevons plus aucune information de la part du gouvernement ou des militaires sur place.

Le lendemain, 4 mai, par deux canaux différents, Christian Prouteau et moi-même recevons l'information et alertons le Président que l'annulation de l'opération à la date initialement prévue crée une réelle difficulté. Tout l'archipel semble désormais informé qu'une opération peut avoir lieu et qu'elle se prépare. En d'autres termes, les conditions initiales qui avaient conduit à donner le feu vert du Président ne sont plus réunies.

Le 4 mai, en fin de matinée, François Mitterrand enregistre une émission de télévision. Il déclare « la première préoccupation majeure, c'est la libération des gendarmes et du magistrat, des 23 personnes qui se trouvent aujourd'hui otages dans l'île d'Ouvéa, c'est cela le premier devoir de tout Gouvernement. De quelle façon ? Cela est naturellement étudié. Je pense que la médiation qui avait été confiée à l'Archevêque de Nouméa était de bonne méthode. Elle a échoué, mais cette méthode peut être mise au point de telle sorte que les ponts ne soient plus rompus entre les

communautés en présence, qui vivent actuellement dans un climat de guerre civile. » Une fois de plus, le Président laisse la porte ouverte à la négociation. On comprend pourquoi : dans quatre jours, il pense qu'il lui reviendra à lui de gérer cette situation.

C'est à la fin de cette même journée du 4 mai que nous apprenons, avec une certaine stupéfaction, la libération des trois derniers otages retenus au Liban : Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann. Le télescopage entre cette libération et la campagne présidentielle nourrissent bien entendu toutes les supputations.

D'autant plus que, pendant que nous recevons la nouvelle de cette libération, l'assaut est lancé en Nouvelle-Calédonie sur la grotte. Il est 21h à Paris. Mais nous n'en apprendrons le lancement et la conclusion que... le lendemain matin ! Même l'AFP a été prévenue avant nous. Je précise que lorsque le général Fleury – chef de l'État major particulier du Président – réclame, dans la matinée du 5, des informations sur le déroulement de l'assaut, on lui répond dans un premier temps par une fin de non recevoir.

On peut le comprendre puisque, comme on le sait, cette opération ne correspond en rien à ce qui avait été prévu. Nous en obtiendrons d'ailleurs confirmation dans les jours suivants lorsque nous parviendrons les premiers rapports.

Les conditions météorologiques ne sont plus les mêmes et, surtout, l'effet de surprise ne joue plus. D'ailleurs, sur place, les preneurs d'otages sont désormais plus nombreux et sur le qui-vive. Si bien que l'opération – qui devait être brève, menée essentiellement par le GIGN déjà positionné –, durera en réalité près de 8 heures et engagera un fort dispositif avec de nombreux militaires des opérations spéciales venus des îles alentours afin de pouvoir atteindre la grotte désormais bien plus protégée.

À la fin des opérations, du reste, très confuses, les 23 otages sont libérés sains et saufs. Mais deux militaires auront été tués ainsi que dix-neuf preneurs d'otages. Les conditions de leur mort, qui font encore aujourd'hui polémiques, feront écrire plus tard à Jean-Pierre Chevènement – devenu ministre de la Défense après la réélection de François Mitterrand et auquel celui-ci a demandé une enquête – qu'elles constituent « des actes contraires à l'honneur militaire ».

Ces 24h de retard expliquent bien entendu que les conditions n'aient plus rien à voir avec celles qui prévalaient au moment de la décision du Président

et qui lui avaient été indiquées. Bien entendu la question clé est : pourquoi un tel retard que l'on a pris tant de précaution à cacher au Président ? S'agit-il de raisons techniques – le décalage entre l'ordre donné et les possibilités sur le terrain – ou de raisons politiques – éviter que l'affaire d'Ouvéa n'interfère avec la libération des otages ? Pourquoi, sur place, en dépit des risques évidents découlant de ce retard, les chefs militaires s'engagèrent néanmoins dans cette opération ? On peut même se demander, après coup, si au moment où l'on avait demandé le feu vert du Président, la décision de reporter n'était pas déjà prise. Quid, dans ces conditions, du cynisme du Président ? Ceux qui tiennent ce type de discours négligent généralement les conditions pratiques dans lesquelles nous nous trouvons. Ils surestiment la situation créée par l'élection présidentielle. Certes, cela compliquait l'affaire et les polémiques créées à l'encontre du Président lui laissaient peu de marges de manœuvre. Mais je crois pouvoir dire qu'à l'Élysée, tout au moins, nous avons géré cette affaire comme toutes les crises qui se présentaient ; François Mitterrand s'inquiétant de parvenir à la libération des otages – par la négociation en priorité, par l'usage contrôlé de la force si nécessaire – mais aussi de ne rien commettre d'irréparable qui nuirait à la suite puisqu'il savait qu'il lui reviendrait de reprendre le dossier Calédonien.

Il s'est trompé en faisant confiance aux informations qu'on lui donnait – dont je rappelle qu'elles avaient l'aval du capitaine Legorjus qui les transmettait directement à la Présidence. Il est certain que sa responsabilité fut engagée puisqu'il donna l'ordre d'intervenir. Mais devant les médias, le soir même de ce 5 mai, et contrairement à certains membres du gouvernement commentant l'affaire avec des accents guerriers, François Mitterrand laisse entrevoir son amertume : « je n'ai pas de joie, c'était une affaire très douloureuse. J'ai toujours préféré l'autre voie, l'autre moyen, c'est à dire le moyen de la conciliation et de la médiation » mais, précise-t-il plus tôt, « à compter du moment où il y avait 23 otages, retenus dans l'île d'Ouvéa, le premier devoir était de s'efforcer de les libérer. »

Il demande toutefois à pouvoir vérifier les conditions d'exécution de l'opération dont je rappelle qu'à ce moment là, nous les ignorions dans le détail.

À mes yeux, le reste de la politique menée en Nouvelle-Calédonie par le nouveau Premier ministre, Michel Rocard, mais avec l'assentiment et en plein accord avec le Président, est un nouveau témoignage, s'il en était besoin, de sa volonté de pacification de ce petit territoire français de l'autre bout du monde.

•••➤ Hommages

## Georges Fillioud : « Il a marqué son temps »

*Le 15 septembre dernier, Georges Fillioud est décédé des suites d'un cancer. Il était âgé de 82 ans. Proche de cet ancien journaliste, Michèle Cotta livre pour l'institut François Mitterrand un témoignage en forme d'hommage.*

**Par Michèle COTTA**

*Journaliste*

---

J'ai rencontré pour la première fois Georges Fillioud à la Convention des Institutions Républicaines dans les années 60. Je n'étais pas encore journaliste politique, il était grand reporter à Europe 1 : le fait qu'il soit engagé derrière François Mitterrand le différenciait de ses confrères. C'est ainsi que je l'ai connu. Il passait pour avoir du caractère, et le démontrait chaque jour à ses supérieurs. Nous n'étions alors pas vraiment des amis, pas encore des collègues.

1966 marqua le premier tournant de sa carrière : son engagement de gauche ne l'empêchait pas d'avoir été nommé rédacteur en chef adjoint d'Europe 1, après y être entré dix ans plus tôt. Tant qu'il ne les affichait pas, ses convictions paraissaient compatibles avec son métier. En revanche, il a suffi qu'il signe, en 1966, le texte d'un appel lancé par le mouvement pour qu'il soit jugé gênant par sa direction, et qu'il doive abandonner son poste.

C'est plus tard que nous sommes devenus proches. Engagé derrière François Mitterrand il s'était implanté dans la Drôme, en devenant député de la CIR en 1967, et en gagnant par la suite, sous l'étiquette socialiste, la mairie de Romans. J'ai un souvenir très précis d'une de ses interventions à Romans, où une fabrique locale de sacs et de chaussures en cuir battait de l'aile. Nous sommes une bonne douzaine de journalistes à avoir été appelés au téléphone par Georges Fillioud, qui furent chargés, avec bonne humeur, d'assurer la vente et la distribution des stocks de Romans. C'est ainsi que nous fûmes nombreuses, cette année-là, à porter les sacs de Fillioud. Ce fut le cas de la plupart des journalistes de l'Express.

Dès 1978, se posa le problème de la liberté

audiovisuelle, de la fin du monopole d'Etat dans ce secteur, de l'ouverture aux radios libres, qui ne demandaient qu'à émettre, mais restaient interdites par le gouvernement.

Georges Fillioud, chargé par Mitterrand de mettre à l'étude un projet de loi au cas où..., fut un des premiers à lancer l'idée d'une radio libre socialiste, située au siège du Parti, à laquelle les forces de l'ordre mirent un terme immédiat, juste avant l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République.

Tout naturellement, devenu ministre de la communication, c'est lui qui mit en ordre la loi. Nommée en 1981 présidente de Radio-France, j'ai eu de nombreuses occasions, alors, d'être informée, et même d'aider à son élaboration. Tout de suite, nous avons trouvé une façon particulière de collaborer, faite d'amitié et d'estime, de déjeuner avec nos collaborateurs dans le jardin du ministère de la communication, qui, dans l'été 1981, nous accueillait souvent. Les échanges souvent continuaient le soir, car il nous paraissait à la fois difficile et pourtant nécessaire, de ménager la place de la radio publique au milieu de l'explosion des radios privées.

Très vite, la fonction de ministre de la communication apparut politiquement exposée : beaucoup de socialistes attendaient de Georges Fillioud qu'il dirige l'information, que, tel Alain Peyrefitte en d'autres temps, il dicte leurs sujets aux journalistes du service public. Ce qu'il ne faisait pas, connaissant les journalistes et sachant qu'on ne peut les manier à la baguette.

En revanche, en se battant pour faire exister les radios libres et exploser un monopole resté unique en Europe, il apparaissait comme créateur d'un nouveau monde que personne ne pourrait jamais complètement maîtriser.

Et puis, il y avait parfois ses coups de gueule, filmés

de trop près à la tribune de l'Assemblée nationale, ou dans des meetings et autres congrès politiques qui ont donné de lui une image totalement contraire à son personnage, convaincu et luttant avant tout pour la liberté de la presse.

Son bilan reste finalement unique : non seulement il a ouvert les portes de l'audiovisuel, fait passer la France dans une ère nouvelle, non seulement il s'est déclaré favorable à l'éclosion des radios, mais encore il a voulu l'existence de la Haute autorité, instance indépendante pour réguler le monde des médias.

Pour dire la vérité, il ne souhaitait pas que j'en soie la Présidente, car il voyait bien que les fonctions différentes nous opposeraient tôt ou tard. J'aurais pour ma part préféré rester à Radio France. François Mitterrand ne nous en laissa pas le choix. Aussitôt les choses ont été différentes entre nous, il représentait l'Etat, et moi j'étais chargée de la régulation des médias. Souvent nos points de vue officiels s'opposaient, notamment lorsqu'il fut question du financement des radios privées. Auraient-elles droit à la publicité ou pas ? Georges Fillioud, comme moi, nous pensions qu'il n'était pas possible de le leur interdire, à moins d'être considérés comme des briseurs de liberté. Pierre

Mauroy en décida autrement. Tenu par la solidarité gouvernementale, Georges Fillioud s'inclina. J'étais plus libre de mon action. Nous nous évitâmes un moment.

Lorsque François Mitterrand donna lui-même aux radios privées l'accès à la publicité, nous reprîmes la conversation comme auparavant, ayant tous les deux décidé, à ce moment, que notre amitié résisterait à toute nouvelle discorde.

Georges Fillioud était un homme bon, profondément attaché à François Mitterrand. J'ai le souvenir de tant de dîners ensemble, même après notre départ du ministère et de la Haute autorité. Avec ses lapsus qui n'en étaient pas, Danielle Evenou, son épouse, ravissait l'assemblée : je me rappelle avoir vu une camionnette de gendarmerie, quand Georges n'était plus ministre depuis longtemps, s'arrêter pour nous dépanner, en plein hiver, rue Daviel : les gendarmes avaient reconnu Danielle, la contractuelle célèbre de la Télé, et pas lui.

Il a marqué son temps, et il a fallu qu'il meure pour qu'on le découvre.



François Mitterrand et Georges Fillioud, en compagnie de Paul Legatte 10 mai 1994. DR IFM

## Décès d'Emile Biasini, le « Monsieur grands travaux » de François Mitterrand

Émile Biasini, l'homme du Grand Louvre et de la Bibliothèque François Mitterrand, nous a quittés le 5 juillet dernier, à l'âge de 88 ans.

Gaulliste de la Résistance, il devient conseiller technique d'André Malraux en 1960 avant d'être nommé, par l'homme des Métamorphoses, directeur du théâtre, de la musique et de l'action culturelle. Convaincu de l'importance de l'art pour façonner une société, il contribue à la création des « Maisons de la Culture », qui sont encore aujourd'hui à l'origine de l'esprit et de la démarche d'une majorité d'institutions culturelles.

Remercié par Malraux, il devient délégué interministériel pour la télévision en couleur, puis directeur à l'ORTF, en septembre 1967, où il impose notamment la série télévisée *Les Shadocks* créée par Jacques Rouxel.

Esprit indépendant au caractère trempé, il s'oppose à la « chasse aux sorcières » lancé par le pouvoir gaulliste après « les événements de 1968 » et démissionne avec fracas de son poste.

Réintégré au Ministère de l'économie et des finances, il préside alors, à la demande de Jacques Chaban-Delmas, la Mission interministérielle pour l'aménagement de la côte Aquitaine.

« Un jour, le 12 mars 1982, je m'en rappelle, le maire de Moliets [Landes] m'appelle: "Mitterrand veut vous voir." Il m'emmène dans sa jeep jusqu'à Latche. Le Président taillait ses rosiers. Il m'a tendu la main comme s'il m'avait vu la veille: "Bonjour, Monsieur Biasini, voulez-vous faire le Grand Louvre?" Je réponds: "Je ne sais pas bien ce que c'est, mais je suis d'accord." »

L'aventure commence... Si François Mitterrand

avait apprécié la rénovation de la National Gallery menée par l'architecte Ieoh Ming Pei et souhaitait qu'il participe « à l'un des grands projets publics » français, c'est Émile Biasini, nommé à la présidence de l'établissement public du Grand Louvre, qui finit de convaincre l'homme de l'art de se charger des travaux projetés.

« Le bulldozer du Louvre », comme l'avait surnommé le Président de la République, fut d'ailleurs le premier à lui présenter le projet de la fameuse « Pyramide » et défendit par la suite vigoureusement le choix présidentiel.

« J'ai été convié à New York au début de l'année 1983, I.M. Pei m'a montré une maquette sans la pyramide. Puis il m'a demandé de me retourner et a sorti de sa poche une petite pyramide qu'il a posée au milieu de la cour Napoléon. Il m'a demandé ce que j'en pensais: j'étais émerveillé. J'ai immédiatement téléphoné à François Mitterrand qui a donné son accord sur ce choix. »

Nommé le 13 mai 1988 secrétaire d'État chargé des Grands Travaux, il donnera corps à la Bibliothèque nationale de France, entre 1988 et 1993, et mettra une nouvelle fois la culture « en chantier » pour en faire « l'un des atouts majeurs de la promotion des hommes et de l'universalité de la démocratie ».

Émile Biasini aura participé à la réalisation de deux des plus importants chantiers du double septennat de François Mitterrand et restera surtout comme l'un des grands artisans de la politique culturelle « à la française ».

L'Institut François Mitterrand publie, en sa mémoire, un texte qu'il avait réalisé en novembre 2003 sur les « Paris de François Mitterrand ».

### Texte d'Émile BIASINI publié dans la Lettre de l'IFM en 2003

L'association du Louvre, monument le plus représentatif depuis près de 8 siècles de notre continuité nationale et de l'offre d'un enrichissement culturel universel, a permis à François Mitterrand de symboliquement illustrer un aspect fondamental de sa pensée politique: lier la continuité historique à la nécessaire universalité de la promotion des hommes.

C'est pourquoi, si le Louvre n'a pas été la plus importante de ses actions, il lui a toujours accordé une place de choix dans son bilan personnel.

Sa volonté de modernisation de la Bibliothèque Nationale relève de la même politique. Mais outre que la décision



d'origine ne lui est pas propre, la valeur symbolique de l'immeuble réalisé n'a pas le même sceau historique.

Les deux réalisations restent cependant les plus représentatives de l'importance que François Mitterrand accordait à la culture dans son action politique. Il en a donné la preuve. En attribuant d'abord au ministère de la culture plus de moyens financiers qu'il n'en avait jamais reçus. En prélevant ensuite sur le budget général de l'Etat les crédits nécessaires pour que les grandes institutions culturelles dans tous les domaines mettent un terme à un étiolement qui paraissait malheureusement inéluctable tant les charges de l'Etat sont lourdes et multiples.

Pour avoir eu l'honneur d'être associé à cette action pendant ses deux septennats, je peux témoigner de l'importance fondamentale que François Mitterrand attachait à l'action culturelle. D'aucuns ont voulu y voir les effets d'une recherche de notoriété personnelle. Cette réaction vaniteuse est injuste et injurieuse pour sa mémoire.

Bien au contraire, je peux ici témoigner qu'il m'a toujours reproché d'associer son nom aux réalisations qui procédaient de son ordre. Je m'en défendais en précisant que je ne le faisais que pour des raisons d'efficacité. Il me répondait alors par un sourire las et indulgent que je n'oublierai jamais.

Mais l'obtention des crédits était tellement liée à sa personne que je souhaitais ainsi rendre inéluctable l'achèvement des travaux, au-delà des fluctuations politiques. Les difficultés rencontrées lors de la cohabitation de 1986 pour la continuation harmonieuse du Grand Louvre m'ont servi de leçon (et coûté au surplus beaucoup d'argent).

D'éminentes complicités ne suffisaient plus alors. J'ai compris pourquoi l'agrandissement de la Bibliothèque Nationale de la rue de Richelieu avait mis environ 130 ans à se faire (la Révolution fut certes cause de retard mais pas à ce point !). François Mitterrand put, lui, visiter à la fin de ses mandats la nouvelle Bibliothèque Nationale qu'il avait commandée.

Aujourd'hui, comme l'ensemble des Grands Travaux, elle témoigne bien de sa volonté de faire de la culture et de son actualisation l'un des atouts majeurs de la promotion des hommes et de l'universalité de la démocratie. Il a su pour son temps en donner les moyens à l'Etat.

L'adéquation entre discours et action n'est malheureusement pas une qualité permanente des hommes d'Etat. François Mitterrand la possédait.



## L'institut déménage ...

A partir de janvier 2012, l'Institut François Mitterrand installera son siège à proximité de la place de la Bastille (33 rue du Faubourg Saint-Antoine).

L'actuelle salle de consultation fermera ses portes le 19 décembre prochain.

Les archives et les ouvrages disponibles à l'IFM seront de nouveau consultables à partir du 16 janvier 2012.

Les horaires resteront inchangés : du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00 et 14h00 à 17h00.

## Abonnement

### La Lettre de l'Institut François Mitterrand

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Je souhaite recevoir *La Lettre de l'Institut François Mitterrand* :

par voie électronique Gratuit

par courrier Tarif 15 euros  
(1 an - 4 numéros)

Date :

Signature :

Ce formulaire, rempli et accompagné du règlement (à l'ordre de l'IFM), est à adresser au 33 rue du Faubourg Saint-Antoine - 75011 Paris - à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 -

*Il est également, ainsi que toutes les informations sur l'IFM, en ligne sur [miterrand.org](http://miterrand.org)*